



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Comité permanent des affaires autochtones et du Nord

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 011

Le mardi 8 décembre 2020

Président : M. Bob Bratina



Comité permanent des affaires autochtones et du Nord

Le mardi 8 décembre 2020

• (1105)

[Traduction]

Le président (M. Bob Bratina (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.)): Je déclare ouverte cette séance du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord. Nous avons le quorum.

Je commencerai pas préciser que nous nous réunissons sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin.

Le Comité tient aujourd'hui la première séance de son étude sur la sécurité alimentaire dans les collectivités du Nord.

Pour assurer le bon déroulement de la réunion, les participants peuvent écouter les témoignages et s'exprimer dans la langue officielle de leur choix. C'est très important, parce que l'un des principaux écueils auxquels nous nous heurtons, parfois, est le choix de la langue d'interprétation. Il y a un sélecteur dans la partie centrale, au bas de votre écran, qui ressemble à un globe. Lorsque vous le sélectionnez, vous verrez trois cases: « off », « anglais » et « français ».

Je clique tout de suite sur la case « anglais », parce que je parlerai principalement en anglais, puisque j'ai un vocabulaire d'environ 500 mots en français (j'en ai honte) et que je n'ose que rarement l'utiliser.

Assurez-vous de sélectionner la langue de votre choix pour entendre l'interprétation dans la bonne langue et pour que quand vous parlez, vos propos soient interprétés correctement.

Quand vous avez la parole, parlez lentement et clairement. Quand vous ne l'avez pas, veuillez mettre votre micro en sourdine.

Pendant la première heure, aujourd'hui, nous entendrons par vidéoconférence les fonctionnaires fédéraux suivants: M. John Fox et M. Matt Parry, directeurs généraux au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire; M. Wayne Walsh, directeur général au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord; puis Mme Mary Trifonopoulos, gestionnaire principale, Vie saine, Bureau de santé de la population et santé publique à la Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits à Services aux Autochtones Canada.

Nous commencerons par des exposés de six minutes des directeurs généraux John Fox et Matt Parry.

Que celui qui le souhaite brise la glace, vous avez la parole pour six minutes.

M. Matt Parry (directeur général, Direction de l'élaboration et de l'analyse des politiques, Direction générale des politiques stratégiques, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Merci, monsieur le président. Je salue tous les membres du Comité également.

J'aimerais souligner que je me joins à vous ce matin d'Ottawa, qui se trouve sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin.

Je vous remercie de nous avoir invités à venir nous entretenir avec vous aujourd'hui pour la reprise de votre étude sur ce sujet important. J'ai le plaisir d'être accompagné aujourd'hui de M. John Fox, directeur général à la Direction générale des programmes d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Je vous parlerai brièvement de la nouvelle politique alimentaire du Canada, puis vous décrirai les programmes et activités récentes d'Agriculture et Agroalimentaire Canada qui contribuent à la sécurité alimentaire, y compris à celle des collectivités du Nord.

En juin 2019, à l'issue de vastes consultations, la ministre de l'Agriculture et Agroalimentaire a annoncé la toute première politique alimentaire du Canada, notre feuille de route pour un système alimentaire plus sain et plus durable. Elle présente notre vision pour que toutes les personnes vivant au Canada puissent avoir accès à une quantité suffisante d'aliments sains, nutritifs et culturellement diversifiés. Elle s'appuie également sur un système résilient et novateur, qui protège notre environnement et soutient notre économie.

La sécurité alimentaire est effectivement un enjeu primordial qui est ressorti de nos consultations sur la politique alimentaire, comme on l'a souligné au moment du lancement de la politique alimentaire.

Je vous présenterai maintenant les activités que mène Agriculture et Agroalimentaire Canada pour lutter contre l'insécurité alimentaire, y compris dans les collectivités du Nord.

Il y a d'abord le Fonds des infrastructures alimentaires locales, qui a été annoncé pour la première fois dans le budget 2019, mais qui a été lancé officiellement l'été suivant. Il s'agit d'une initiative quinquennale de 50 millions de dollars dont les objectifs consistent à renforcer le système alimentaire et à faciliter l'accès à des aliments sains et nutritifs pour les populations à risque. À ce jour, il a permis de financer quelque 13 projets dans les territoires, pour un investissement de plus de 250 000 \$. On a également approuvé 282 projets qui comptent les Autochtones parmi leurs bénéficiaires.

De plus, la Direction générale des sciences et de la technologie mène divers projets avec des communautés et des partenaires autochtones dans le Nord, y compris dans les régions arctiques et sub-arctiques. Par exemple, elle a actuellement un partenariat avec la communauté de Gjoa Haven, au Nunavut, avec l'Arctic Research Foundation, le Conseil national de recherches et l'Agence spatiale canadienne pour la création d'une unité de recherche sur la production alimentaire alimentée à l'énergie verte.

En plus de ces mesures, le gouvernement s'affaire à relever les défis importants en matière de sécurité alimentaire qui sont apparus pendant la pandémie. En avril 2020, le gouvernement a annoncé un financement pouvant aller jusqu'à 100 millions de dollars, au moyen du Fonds d'urgence pour la sécurité alimentaire, pour les banques alimentaires canadiennes et d'autres organisations nationales de secours alimentaire afin d'améliorer l'accès à la nourriture pour les personnes souffrant d'insécurité alimentaire au Canada en raison de la pandémie.

À ce jour, le Fonds d'urgence pour la sécurité alimentaire a fourni jusqu'à 3,2 millions de dollars à 90 bénéficiaires dans les territoires. Il a également fourni 17,7 millions de dollars à 820 bénéficiaires venant en aide aux peuples autochtones. De plus, le premier ministre a annoncé en octobre qu'il injecterait 100 millions de dollars supplémentaires dans le Fonds d'urgence pour la sécurité alimentaire.

En outre, il y a le Programme de récupération d'aliments excédentaires, une initiative de 50 millions de dollars visant à appuyer le système alimentaire canadien — c'est-à-dire les transformateurs, les producteurs et les distributeurs d'aliments — pour que tous les Canadiens aient accès aux aliments dont ils ont besoin. Ce financement a été utilisé pour aider à la gestion et à l'acheminement des surplus existants vers les organisations de lutte contre l'insécurité alimentaire et ainsi éviter que ces produits excédentaires ne soient gaspillés. Le Programme de récupération d'aliments excédentaires a permis de venir en aide à 94 bénéficiaires dans les territoires.

Par ailleurs, les fonctionnaires d'Agriculture et Agroalimentaire Canada multiplient les rencontres avec des fonctionnaires des autres ministères et organismes fédéraux ou des provinces et des territoires, de même qu'avec des partenaires de l'industrie, de la société civile et des partenaires autochtones depuis le début de la pandémie pour mieux comprendre les défis régionaux et locaux afin de s'attaquer collectivement aux problèmes d'insécurité alimentaire.

En conclusion, Agriculture et Agroalimentaire Canada continuera à mettre en oeuvre les programmes et activités annoncés l'année dernière dans le cadre de la politique alimentaire, ainsi que les mesures d'urgence annoncées pendant la pandémie pour renforcer les systèmes alimentaires au Canada, conformément à la vision énoncée dans la politique alimentaire, et de répondre aux besoins urgents dans l'ensemble du pays, y compris dans les collectivités du Nord.

Je vous remercie.

• (1110)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Parry. Vous avez même pris moins de six minutes, ce qui est toujours apprécié.

Maintenant, pour les six prochaines minutes, nous entendrons M. Wayne Walsh, directeur général au ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.

Monsieur Walsh, la parole est à vous.

M. Wayne Walsh (directeur général, Direction générale des politiques stratégiques du Nord, ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord): Merci, monsieur le président.

Bonjour. Je vous parle présentement à partir du territoire traditionnel du peuple algonquin, dans le charmant centre-ville de Gatineau.

Merci de m'avoir invité à venir vous parler de l'important travail que nous accomplissons à Affaires du Nord en ce qui a trait à la sécurité alimentaire dans le Nord, et à vous fournir une mise à jour depuis notre dernière comparution sur cette étude en février dernier.

Depuis le début de la pandémie, le ministère surveille de près les chaînes d'approvisionnement dans le Nord et les incidences de la situation sur l'accès à la nourriture. Pendant les premières semaines de la pandémie, le ministère, de concert avec Transports Canada, a travaillé avec les entreprises de transport, les détaillants et les fournisseurs du Nord afin d'observer les conséquences des fermetures et des mesures de confinement sur la chaîne d'approvisionnement. Il est essentiel de maintenir cette chaîne d'approvisionnement pour assurer le transport des aliments et d'autres biens, aussi bien que la prestation de services essentiels. Le ministère a noué le dialogue avec ses partenaires afin d'éviter qu'elle soit perturbée, et il continue de suivre la situation de près pour assurer le maintien de l'accès aux produits et aux services essentiels.

Pour assurer l'accès à des aliments nutritifs aux familles et aider à alléger le fardeau financier causé par la pandémie, le gouvernement a annoncé l'injection ponctuelle de 25 millions de dollars dans le programme de contribution au commerce de détail Nutrition Nord Canada en avril. Ainsi, les taux de contribution ont été rehaussés pour les produits de base et les biens essentiels destinés aux 116 collectivités admissibles, dès le 1^{er} mai 2020. De plus, Nutrition Nord Canada a ajouté de nouveaux articles à la liste des produits admissibles, comme le savon et le désinfectant pour les mains.

Ces investissements complémentaires ont eu une incidence positive sur les prix, et les collectivités admissibles bénéficient en général d'importantes réductions de prix sur de nombreux aliments. Par exemple, le prix d'un sac de farine de 10 kg est passé de 21,49 \$ à 11,49 \$ à Iqaluit; grâce à cette réduction de 47 %, il est maintenant comparable au prix de détail de la farine dans le Sud.

En avril, Nutrition Nord Canada a également lancé la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs, une nouvelle initiative visant à soutenir les activités de chasse, de récolte et de partage d'aliments dans les collectivités isolées, à raison de 8 millions de dollars par année. Des accords de subvention ont alors été conclus avec les organisations autochtones bénéficiaires, dont des organisations de revendication territoriale et d'autonomie gouvernementale. L'initiative a été conçue pour être dirigée par les Autochtones, en reconnaissance du fait que les besoins et les pratiques de récolte doivent être déterminés par les collectivités elles-mêmes.

Le lancement de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs est une étape importante dans la prise de mesures visant à donner suite aux recommandations des habitants du Nord, ainsi qu'une avancée importante dans la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le Nord, au-delà du subventionnement des aliments achetés en magasin. Il s'agit aussi d'une étape clé dans la reconnaissance du rôle des droits, des traditions et des pratiques culturelles dans la survie des collectivités autochtones isolées.

Les relations établies avec les organisations bénéficiaires de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs ont permis de mieux comprendre les défis particuliers auxquels font face les collectivités pendant la pandémie, et d'apporter à celles-ci un soutien supplémentaire. Des partenaires ont indiqué que le soutien complémentaire fourni aux collectivités a permis d'améliorer l'accès aux aliments traditionnels et régionaux en cette période difficile.

Par exemple, un des groupes bénéficiaires dans le Nord de l'Ontario a acheté 23 congélateurs communautaires pour 18 collectivités isolées, en vue de la conservation d'aliments traditionnels et régionaux issus de la chasse et de la récolte. Pendant la pandémie, la subvention a également permis d'apporter un soutien essentiel au déplacement de membres de ces collectivités qui doivent se rendre sur les terres de récolte traditionnelles, où ils sont isolés pendant leurs activités de récolte.

Nutrition Nord Canada a également orienté les bénéficiaires de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs vers d'autres possibilités de financement fédéral permettant d'améliorer l'accès à la nourriture pendant la pandémie. Par exemple, Nutrition Nord Canada a travaillé en étroite collaboration avec le personnel d'Agriculture et Agroalimentaire Canada dans le but de faciliter la distribution d'aliments excédentaires dans le cadre du Programme de récupération d'aliments excédentaires. De tels aliments, dont des produits de poisson et de viande congelés, ont pu ainsi être expédiés aux trois territoires et à l'ensemble des régions septentrionales des provinces concernées.

Le concours de nos partenaires fédéraux a été essentiel au soutien fourni aux partenaires autochtones et du Nord pendant la pandémie, et le ministère remercie nos collègues à Agriculture et Agroalimentaire Canada de ces occasions de collaboration.

Les mesures prises en réponse à la pandémie ont été plutôt efficaces, mais celle-ci a mis en lumière l'ampleur des besoins dans les collectivités isolées du Nord et le lien fondamental entre la sécurité alimentaire et la pauvreté. Nutrition Nord Canada en est conscient et travaille à mettre en place des mesures d'amélioration permanentes visant à combler les lacunes révélées par la pandémie.

• (1115)

D'importantes mesures ont été prises en cette période difficile pour aider les collectivités isolées du Nord à se procurer des aliments, malgré les conditions particulièrement difficiles avec lesquelles elles doivent composer. Le ministère est résolu à collaborer avec ses partenaires autochtones et du Nord afin de trouver des solutions à long terme et d'exploiter les possibilités de renforcer les systèmes alimentaires locaux et d'améliorer la sécurité alimentaire dans le Nord.

Sur ce, je vous remercie et je suis prêt à répondre à vos questions.

Le président: Merci infiniment, monsieur Walsh.

Comme je le disais, Mme Trifonopoulos est également ici pour répondre à nos questions. Elle ne fera pas de déclaration préliminaire, ce qui nous permettra de faire un tour complet de questions. Nous commencerons par six minutes attribuées à M. Vidal.

Monsieur Vidal, la parole est à vous.

M. Gary Vidal (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, PCC): Merci, monsieur le président.

Ma première question concerne Nutrition Nord, plus particulièrement pour répondre aux besoins dans le Nord de la Saskatchewan. Je la pose à tous les témoins qui pensent avoir des données ou de l'information pour y répondre.

Des inquiétudes graves ont été soulevées quant au programme Nutrition Nord, mais je voudrais surtout dire que dans une circonscription comme la mienne, dans le Nord de la Saskatchewan, il y a trois collectivités en particulier qui sont dans le Nord de la pro-

vince, mais pas au nord du 60° parallèle. Elles n'ont donc pas accès à tous les programmes de la même façon. Les données les plus récentes qu'on trouve sur votre site Web sur les contributions, en dollars et en poids des aliments subventionnés dans ces collectivités, datent de 2018.

Ma question est simplement celle-ci: qu'est-ce qui a changé depuis 2018, pour le Nord de la Saskatchewan en particulier et les communautés situées au sud du 60° parallèle? Quels sont les nouveaux investissements réalisés, les changements apportés et ont-ils des résultats mesurables que vous pourriez me décrire pour indiquer s'il y a des progrès et des améliorations?

• (1120)

M. Wayne Walsh: Nos données de 2019 devraient être publiées sur le site Web du ministère très bientôt.

Les collectivités du Nord de la Saskatchewan admissibles à Nutrition Nord ont bénéficié de l'injection de 25 millions de dollars dans le programme, rétroactivement à partir de mai 2021, donc c'est l'un des changements qui a été apporté. De même, il y a des organisations du Nord de la Saskatchewan qui bénéficient de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs.

M. Gary Vidal: Pouvez-vous nous parler un peu des résultats des investissements faits?

M. Wayne Walsh: Pour ce qui est de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs, il est encore trop tôt pour en avoir une bonne idée. Nous n'avons commencé à distribuer l'argent qu'à partir d'avril, donc nous recueillerons des données des organisations bénéficiaires au fur et à mesure que le projet avance. C'est un projet quinquennal.

Pour ce qui est de la subvention pour les détaillants, nous faisons un suivi des dépenses. Comme je l'ai mentionné, je n'ai pas de chiffres sous les yeux actuellement, mais nous publierons bientôt un bilan, comme nous le faisons fréquemment, afin de présenter les chiffres de 2019.

M. Gary Vidal: Très bien. Nous garderons l'oeil ouvert. Merci.

Pouvez-vous nous parler des effets de la pandémie sur le programme Nutrition Nord en particulier?

J'utilise l'exemple des collectivités accessibles seulement par avion, en Saskatchewan, qui sont au sud du 60° parallèle. Quels sont les effets de la pandémie sur des programmes comme Nutrition Nord, comment affecte-t-elle leur aptitude à servir ces collectivités, pour qu'elles aient accès à de la nourriture à prix abordable?

M. Wayne Walsh: Ce que je constate, de manière générale, c'est que les membres de ces collectivités ont adopté ce programme. D'après les données recueillies jusqu'à maintenant, il semble que les envois de nourriture dans toute la région admissible à Nutrition Nord Canada ont augmenté, ce qui découle probablement de divers facteurs, notamment du fait que la subvention a augmenté pour les produits essentiels. Je pense que la baisse des prix pour les rendre plus abordables encore a eu une incidence.

Il y a également d'autres mesures qui sont prises par les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral. Par exemple, depuis l'apparition de la PCU, nous avons remarqué que les gens achètent plus d'aliments dans le cadre du programme Nutrition Nord, il semble y avoir là une corrélation.

De plus, même le NTI et le gouvernement du Nunavut, par exemple, ont offert des paniers alimentaires tout récemment dans le cadre de leur réponse à la pandémie à Arviat et à Rankin Inlet. Cela a également eu une incidence sur la quantité des aliments achetés et donc, sur la popularité du programme de NNC.

M. Gary Vidal: Pouvez-vous m'expliquer très précisément comment vous mesurez le succès d'un tel programme?

D'après ma lecture de la situation, beaucoup d'argent a déjà été dépensé, mais l'insécurité alimentaire est toujours en hausse dans beaucoup de collectivités. Quels indicateurs utilisons-nous pour mesurer nos succès et nos résultats?

M. Wayne Walsh: Il y a deux choses. D'abord, il y a le panier de provisions nordique. Nous faisons le suivi du prix total du panier de provisions moyen, parce que nous le jugeons représentatif, pour nous assurer que les prix sont maintenus ou abaissés avec le temps. C'est l'un de nos principaux indicateurs de mesure.

Ensuite, nous faisons un suivi étroit de la quantité réelle des aliments expédiés dans le Nord. Cela nous renseigne également sur la popularité du programme.

• (1125)

Le président: Merci beaucoup.

C'est maintenant le temps de la prochaine série de questions, qui vous viendra de Marcus Powlowski.

Vous avez six minutes. La parole est à vous.

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Bonjour à tous.

J'ai des questions au sujet des serres.

Je suis médecin et j'ai travaillé pendant quelques années dans des communautés autochtones du Nord. On y trouve assurément un grand nombre de maladies non transmissibles, comme le diabète, l'hypertension et l'obésité qui entraînent de nombreux problèmes de santé — troubles cardiaques, accidents vasculaires cérébraux, cécité, amputations, etc. Je crois que tous ces problèmes tirent dans une certaine mesure leur origine du régime alimentaire.

Je sais d'expérience qu'il en coûte très peu pour acheter des croustilles et des boissons gazeuses dans ces communautés. Il est beaucoup plus difficile de s'y procurer des légumes verts. Même un médecin comme moi qui était sans doute la personne la mieux nantie de la localité trouvait cela très coûteux.

Je sais à quel point il peut être onéreux d'acheminer des marchandises vers le Nord, mais pourquoi ne pas y faire de la culture? J'ai entendu parler de certaines initiatives de culture en serre qui ont été entreprises ici dans les communautés autochtones du Nord-Ouest de l'Ontario. J'ai récemment visité une nouvelle installation où l'on cultive de la marijuana thérapeutique ici même à Thunder Bay. C'est une culture entièrement hydroponique. On utilise seulement de la lumière artificielle; aucune lumière naturelle. Je me suis renseigné au sujet de la quantité d'énergie nécessaire, et on m'a indiqué que ce n'était pas astronomique. Il semblerait donc que ce soit une solution envisageable pour les communautés plus au Nord qui sont accessibles uniquement par la voie des airs.

Quelles mesures spéciales avons-nous prises pour encourager le recours à la culture en serre? À mon sens, ce serait certes un bon moyen d'améliorer le régime alimentaire, et du même coup l'état de santé, d'un grand nombre de collectivités nordiques.

Je vais demander à M. Parry de répondre, mais j'invite nos autres témoins à le faire également.

M. Matt Parry: Merci pour la question.

Je vais peut-être laisser mon collègue, M. Fox, vous répondre à ce sujet.

Je veux aussi souligner qu'il y a un autre programme qui n'est pas administré par Agriculture et Agroalimentaire Canada. Il s'agit du Fonds des initiatives pour les communautés nordiques isolées qui est géré par CanNor et offre sans doute du soutien en la matière.

Monsieur Fox, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. John Fox (directeur général, Direction des programmes d'innovation, Direction générale des programmes, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Je vais seulement ajouter un élément auquel vous avez fait référence dans vos observations préliminaires, monsieur Parry.

Il y a un projet qui est réalisé par notre direction générale des sciences et technologies en collaboration avec Ressources naturelles Canada et d'autres partenaires. Il s'agit de chambres de croissance à ambiance contrôlée qui sont modulables en fonction des besoins des communautés nordiques. On en est encore au stade expérimental. J'ai eu l'occasion de visiter le site du projet à Kemptville.

Je voudrais aussi souligner que dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales, nous pouvons verser jusqu'à 250 000 \$ pour des projets d'infrastructure permettant aux communautés intéressées d'explorer un large éventail d'activités. Cela pourrait inclure les serres, mais ces communautés veulent bien souvent faire l'essai d'un jardin communautaire pour faire pousser des plantes racines pendant la courte saison de culture des régions nordiques. Il y a aussi des mesures qui sont prises afin de stimuler le potentiel de croissance des communautés nordiques isolées.

M. Marcus Powlowski: J'ai bien l'impression que c'est une possibilité qu'il vaudrait la peine que nous explorions davantage.

Existe-t-il d'autres sources de financement dans le volet autochtone pour des projets semblables? Si une communauté souhaitait aller de l'avant avec un de ces projets, quelles seraient ses options?

M. John Fox: Il n'y a pas de volet particulier pour les Autochtones dans nos programmes, mais nous travaillons en partenariat avec les communautés autochtones du Nord, aussi bien dans le cadre de nos programmes d'innovation s'adressant à l'ensemble de la population que, comme je l'indiquais, via le Fonds des infrastructures alimentaires locales. Vous devriez peut-être demander à nos collègues des deux autres ministères s'il existe des programmes répondant à ce besoin particulier pour les Autochtones.

M. Wayne Walsh: Permettez-moi d'intervenir.

Je crois que le programme de CanNor dont M. Parry a parlé est sans doute celui qui occupe la place la plus importante.

Il nous arrive souvent de discuter avec les représentants des communautés autochtones du recours à la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs et de la possibilité d'en étendre l'application pour inclure des éléments comme la production alimentaire et la culture en serre. Je crois que ces discussions se poursuivent.

Notre ministère offre aussi certains programmes favorisant l'énergie verte et la lutte contre les changements climatiques dont les communautés pourraient tirer avantage pour s'assurer une partie de l'approvisionnement énergétique nécessaire à la culture en serre. Le tout est en grande partie géré en fonction des besoins de chaque communauté. Il n'y a rien de systématique pour l'instant, mais c'est assurément une piste de solution qui retient de plus en plus l'attention et suscite beaucoup d'intérêt.

• (1130)

M. Marcus Powlowski: Je discutais il y a quelques mois avec Alvin Fiddler, le grand chef de la nation Nishnawbe-Aski. Il me disait que lorsqu'il était enfant, ses parents cultivaient des pommes de terre et des navets dans le jardin. Son père creusait un trou dans le sol pour les conserver. Je sais que les gens de la communauté ukrainienne faisaient la même chose. Ils avaient ainsi des pommes de terre et des navets à longueur d'année.

Est-ce que des investissements ont été consentis afin de sensibiliser les gens des communautés isolées à la possibilité de faire pousser leurs propres légumes qu'ils pourraient consommer en hiver, et pour les aider à le faire?

Le président: Nous en sommes déjà à six minutes, alors je vous demanderais de répondre brièvement. Nous pourrions peut-être y revenir plus tard.

Vous pouvez répondre.

M. Wayne Walsh: Comme il est question de sensibilisation, je vais demander à Mme Trifonopoulos de vous répondre.

Mme Mary Trifonopoulos (gestionnaire principale, Vie saine, Bureau de santé de la population et santé publique, Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits, ministère des Services aux Autochtones): Bonjour.

Il est bien certain que Services aux Autochtones Canada offre du financement pour des programmes de santé communautaire dans les collectivités inuites et des Premières Nations, notamment dans le Nord. Ces programmes et services font la promotion d'une alimentation saine en permettant à chacun de parfaire ses compétences alimentaires. Le plus souvent, les gens veulent en apprendre davantage dans le but d'aménager un jardin communautaire ou des jardins individuels. Les communautés désirent également profiter d'un meilleur accès à des aliments sains. C'est assurément l'un des volets de nos programmes qui, vous le savez, visent de multiples objectifs.

Le président: Je suis désolé de devoir vous interrompre, mais nous avons nettement dépassé le temps imparti.

Nous passons maintenant à Mme Bérubé pour une période six minutes.

[Français]

Madame Bérubé, vous avez la parole.

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Je vous remercie, monsieur le président.

Ma question s'adresse à M. Walsh.

Vous avez parlé tantôt des défis liés à la pandémie et d'un soutien complémentaire.

Dans ma circonscription, il y a la communauté d'Inukjuak, une ville située sur la côte de la baie d'Hudson. On y réalise un projet de jardinage dans le Grand Nord québécois, le projet Pirursiivik. Les

responsables de ce projet ont créé une ferme hydroponique en conteneurs, ce qui leur permettra de récolter des légumes tout au long de l'année. Une grande partie de la production sera donnée à cette communauté du Nunavik et le surplus sera venu dans des magasins locaux.

Selon vous, le gouvernement pourrait-il soutenir le développement de ce genre de projet dans d'autres communautés du Nord?

[Traduction]

M. Wayne Walsh: Il y a effectivement différentes ressources financières et autres qui pourraient être consacrées à des projets comme celui dont vous parlez au Nunavik. Très souvent, il s'agit d'initiatives ponctuelles. On semble procéder au cas par cas. Comme je le mentionnais tout à l'heure, il n'y a malheureusement pas pour l'instant une approche systématique fondée sur un programme particulier. C'est la raison pour laquelle nous misons sur des échanges constants.

Nous essayons d'orienter les gens dans la bonne direction, et il s'agit assurément de possibilités que nous explorons de plus en plus. Comme je l'ai indiqué, les bénéficiaires de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs nous demandent s'ils peuvent utiliser une partie des fonds obtenus pour des activités comme la culture hydroponique ou un jardin communautaire. C'est le genre d'investissement qui intéresse de plus en plus ces communautés.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Vous avez aussi parlé de l'insécurité alimentaire, qui touche les hommes et les femmes dans le Nord du Canada.

Pouvez-vous nous expliquer pourquoi il y a de l'insécurité alimentaire ou non?

• (1135)

[Traduction]

M. Wayne Walsh: Si j'ai bien compris votre question, je dirais que les femmes sont sans doute davantage touchées par le problème de l'insécurité alimentaire dans le Nord. Elles sont généralement à la tête d'une famille matriarcale et je serais porté à croire, sans toutefois pouvoir vous fournir des données tangibles pour appuyer cette hypothèse aujourd'hui, que ce sont généralement les enfants et les femmes qui sont les plus affectés lorsque la sécurité alimentaire frappe de plein fouet les ménages du Nord. Je dirais d'ailleurs que c'est sans doute la même chose partout au pays.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: J'aimerais vous parler de ma région, qui regroupe la Baie-James, le Nunavik et Eeyou. Il est souvent difficile d'expédier des aliments par avion, par voie ferroviaire ou par bateau.

Comment prévoyez-vous expédier ces aliments dans des régions comme la mienne, alors qu'il existe de tels problèmes?

[Traduction]

M. Wayne Walsh: Oui, c'est essentiellement le noeud du problème. Les communautés dont nous parlons, qu'elles soient situées dans le Grand Nord ou dans la partie nord d'une province, sont isolées, et la nourriture et les autres marchandises doivent y être acheminées par avion. Cela fait grimper considérablement les coûts, mais il peut aussi y avoir dans certains cas un impact sur la qualité des produits.

Le programme de subvention au commerce de détail de Nutrition Nord Canada cible justement ces aliments périssables qui doivent être transportés par la voie des airs afin d'en réduire le prix pour les gens des collectivités nordiques. C'est en fait la principale difficulté à contourner. Dans tous les cas où il faut expédier des aliments sur une longue distance, les coûts augmentent. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les communautés envisagent de plus en plus la production alimentaire locale afin d'éviter une partie de ces coûts.

Lorsque nous nous penchons sur les systèmes alimentaires et tout le problème de la sécurité alimentaire, il convient d'examiner toute la gamme des possibilités et des solutions qui s'offrent à nous.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Vous parlez d'options, mais avez-vous comparé le Canada avec d'autres pays en ce qui concerne l'insécurité alimentaire?

[Traduction]

M. Wayne Walsh: Nous ne l'avons pas fait, mais, si je ne m'abuse, le Réseau pour une alimentation durable a mené des travaux en ce sens. Il y a aussi des chercheurs universitaires canadiens qui se sont intéressés à la question de l'insécurité alimentaire en établissant des comparaisons avec le reste du monde, et d'importants efforts ont été déployés pour évaluer l'écart entre le Sud et le Nord du Canada à ce chapitre.

Le président: Il vous reste 10 secondes.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Quels facteurs pourraient améliorer le processus relatif à la nutrition dans le Nord?

[Traduction]

Le président: Veuillez répondre très brièvement. Nous avons dépassé les six minutes.

M. Wayne Walsh: Je vous dirais que la cause principale de l'insécurité alimentaire est la pauvreté. Si vous parvenez à affranchir les gens de la pauvreté, la question de la sécurité alimentaire sera réglée et Nutrition Nord Canada n'aura plus à s'en préoccuper.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Walsh et madame Bérubé.

C'est maintenant au tour de Mme Blaney pour une période de six minutes. À vous la parole.

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NDP): Merci, monsieur le président.

Je veux remercier tous nos témoins d'avoir bien voulu comparaître devant nous aujourd'hui.

Je vais d'abord m'adresser à M. Parry.

Merci pour votre exposé. Vous avez indiqué que votre ministère réalise actuellement 182 projets en partenariat direct avec des communautés autochtones. Est-ce que vous procédez à une analyse des pratiques qui sont les plus efficaces dans le cadre de ces projets et est-ce que vous en communiquez les résultats aux autres communautés devant composer avec des problèmes similaires?

M. Matt Parry: Merci pour la question. Peut-être que John Fox, mon collègue qui est à la Direction générale des programmes, saura mieux vous répondre à ce sujet.

M. John Fox: Je me demande si la députée parle des projets réalisés avec les communautés dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales ou bien des mesures alimentaires d'ur-

gence prises dans le contexte de la pandémie. L'approche n'est pas exactement la même dans les deux cas.

• (1140)

Mme Rachel Blaney: Ce sont deux volets très importants, mais c'est le premier qui m'intéresse surtout.

M. John Fox: Les projets dans le cadre du Fonds des infrastructures alimentaires locales.

Mme Rachel Blaney: C'est bien cela.

M. John Fox: C'est un programme entièrement fondé sur la présentation de demandes. Nous en faisons la promotion aussi largement que possible, y compris auprès des députés, pour inviter les intéressés à présenter une demande. Comme il s'agit de projets communautaires, la liste des demandeurs potentiels est assez variée. Il peut même s'agir d'administrations municipales ou d'agences gouvernementales, d'organisations autochtones ou d'agences de développement économique, mais on se limite aux organismes sans but lucratif...

Mme Rachel Blaney: Il n'y a pas de mécanisme pour la mise en commun des pratiques exemplaires? Je considère que c'est une lacune à corriger. J'ai oeuvré pendant de nombreuses années dans le secteur des organismes sans but lucratif en travaillant notamment dans des communautés autochtones, et j'estime très regrettable que l'on ne diffuse pas à grande échelle les bons résultats obtenus de telle sorte que les autres communautés puissent s'inspirer de la démarche adoptée pour mettre en oeuvre les projets en question.

Pouvez-vous me confirmer qu'il n'existe aucun système pour la mise en commun des pratiques qui ont fait leurs preuves ou des projets qui ont été couronnés de succès?

M. John Fox: Le fonds n'est en place que depuis 14 mois environ, si bien qu'il est un peu tôt pour déterminer quelles pratiques se démarquent vraiment.

Mme Rachel Blaney: D'accord. Merci.

Dans le contexte de la pandémie, je sais que vos ministères ont laissé une plus grande marge de manœuvre aux communautés quant à la manière dont elles pouvaient utiliser les fonds obtenus. J'ai entendu dire que certaines collectivités de ma circonscription avaient choisi d'aménager des jardins communautaires. J'ai aussi eu vent de projets visant la sécurité alimentaire comme la distribution de paniers de denrées et la reprise de l'exploitation du territoire.

Est-ce que l'obligation d'envisager ces enjeux sous un nouvel angle a amené vos deux ministères à réévaluer leurs processus et leurs programmes?

M. Wayne Walsh: Je vais commencer.

Je dirais que c'est effectivement le cas en précisant toutefois que c'est une évolution que nous avons déjà amorcée. Nos partenaires autochtones nous invitaient de plus en plus à explorer une foule d'options pour lutter contre l'insécurité alimentaire en ne nous limitant plus aux seules subventions pour le commerce au détail. Je crois que la mise en oeuvre de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs a été un premier pas dans cette direction alors que nous poursuivons nos discussions concernant les autres possibilités qui s'offrent pour l'avenir.

M. John Fox: J'ajouterais seulement que les mesures d'urgence prises dans le contexte de la pandémie visaient d'abord et avant tout l'approvisionnement alimentaire, mais que nous nous sommes montrés très souples quant à la façon dont cette aide alimentaire pouvait être offerte. Dans certaines communautés nordiques, il a ainsi été jugé préférable de remettre aux familles des cartes-cadeaux à utiliser dans les commerces de détail pour satisfaire à leurs besoins alimentaires. Ailleurs, on a misé, comme vous l'avez indiqué, sur la distribution de paniers de denrées.

Les deux octrois de 100 millions de dollars annoncés par le premier ministre visaient uniquement à offrir une aide alimentaire d'urgence. Ces fonds n'ont pas été utilisés aux fins d'un travail à plus long terme pour le renforcement des capacités et l'amélioration des systèmes alimentaires.

Mme Rachel Blaney: Je vais m'adresser de nouveau à M. Walsh. Je trouve fort intéressantes ces initiatives visant en quelque sorte à se réappropriier le territoire. Je vous suis reconnaissante pour l'information que vous nous avez fournie concernant la mobilisation des collectivités et l'achat de congélateurs communautaires pour conserver les denrées alimentaires.

En considérant les enjeux liés à la santé — et je conviens avec M. Powlowski qu'il faudrait pouvoir offrir des aliments plus sains à un prix abordable —, surtout dans le contexte des communautés autochtones, je me demande si l'on a songé à miser sur leur capacité d'exploiter le territoire en tablant sur leurs connaissances traditionnelles, afin de combler en partie les lacunes au chapitre de l'accès à une alimentation saine.

Je ne sais pas s'il y a quelque chose de concret qui se fait et si vous avez des informations à nous communiquer, ou si vous pourriez nous dire, dans une perspective à plus long terme, si un processus quelconque de réflexion a été entrepris quant aux avantages pour la santé d'une approche semblable.

M. Wayne Walsh: Merci pour la question.

Comme les traditions, les approches et les pratiques culturelles varient d'une région à l'autre et même d'une communauté à l'autre, nous avons voulu offrir un maximum de flexibilité dans l'application de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs de telle sorte que les différentes communautés puissent cibler le financement obtenu en fonction de leur situation particulière. Nous avons ainsi pu constater que certaines communautés ont choisi d'inscrire ce financement dans un effort de revitalisation culturelle en misant sur le mentorat ou le jumelage entre jeunes et aînés pour cette réappropriation concrète du territoire.

Le programme en est encore à ses débuts, les premiers versements ayant été effectués en avril. Les communautés doivent nous présenter un rapport, et nous nous attendons à une grande variété de données et de résultats compte tenu des différentes approches adoptées. Il sera intéressant de voir quels enseignements peuvent être tirés de cette expérience. Selon moi, il faut d'abord et avant tout s'attaquer aux enjeux qui sont au cœur des préoccupations des différentes communautés. Ce n'est pas nous qui avons mis au point ce programme à Ottawa. Il a été conçu par les gens du Nord pour les gens du Nord, ce qui assure un certain équilibre.

Je vais laisser Mme Trifonopoulos de la Direction générale de la santé des Premières Nations et des Inuits vous répondre au sujet des résultats en matière de santé. J'ajouterais que l'un des éléments préoccupants que nous devons garder à l'œil...

• (1145)

Le président: Je suis désolé, mais nous avons nettement dépassé le temps alloué pour la réponse. J'aurais dû vous interrompre plus tôt, mais mon microphone n'a pas voulu coopérer. Il arrive de temps à autre que la technologie nous joue des tours. Peut-être aurez-vous l'occasion de terminer votre réponse tout à l'heure.

Nous passons maintenant au deuxième tour de questions où chacun aura droit à cinq minutes.

Monsieur Melillo, à vous la parole.

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais revenir à vous, monsieur Walsh, en poursuivant dans le sens des questions posées par mon collègue, M. Vidal, concernant la façon d'évaluer Nutrition Nord et ces autres programmes.

Vous avez parlé d'un suivi du coût du panier de provisions et de la quantité de nourriture expédiée dans le Nord, des aspects bien sûr très importants, mais j'estime que nous devrions plutôt déterminer d'une manière générale dans quelle mesure nous atteignons nos objectifs de sécurité alimentaire dans cette partie du Canada. Je crois que nous faisons fausse route si nous ne faisons pas de ces objectifs notre grande priorité, et qu'il faudrait peut-être aussi s'employer davantage à renforcer les capacités des communautés nordiques.

Quels mécanismes utilisez-vous pour mesurer le degré d'insécurité alimentaire dans le Nord afin de pouvoir vous attaquer plus directement à cette problématique?

M. Wayne Walsh: Le fait est que la sécurité alimentaire est une question complexe qui nécessite la collaboration de nombreux partenaires pour trouver des solutions. Nutrition Nord Canada est un programme de contribution au commerce de détail. C'est un aspect dans ce qui nécessite une série de mesures, selon nous. Le programme Nutrition Nord ne règlera jamais à lui seul le problème de l'insécurité alimentaire, et c'est pourquoi nous avons mis en place, entre autres, la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs. C'est pourquoi nous travaillons avec nos collègues fédéraux de CanNor au volet de l'innovation communautaire, avec nos collègues d'Agriculture et Agroalimentaire Canada à la politique alimentaire nationale et, évidemment, avec nos partenaires autochtones.

Comme je l'ai déjà mentionné, la pauvreté est la principale cause de l'insécurité alimentaire dans le Nord — et, en fait, au Canada —, et nous devons donc collaborer avec d'autres partenaires pour régler ce problème fondamental. C'est donc l'approche que nous devons adopter pour l'ensemble de cette question.

Pour ce qui est des données, nous avons nos paramètres pour le programme et nous suivons les exigences du Conseil du Trésor en matière de production de rapports pour le programme comme tel. De plus, nous gardons certainement un œil sur les groupes de réflexion et d'autres organismes nationaux qui surveillent les taux d'insécurité alimentaire dans le Nord et au Canada.

M. Eric Melillo: Merci.

Concernant ce que vous venez de dire, je suis d'accord avec vous en grande partie. En particulier, il est vrai que la pauvreté est un véritable problème qui montre que nous devons en faire plus pour accroître l'activité économique et créer de nouvelles possibilités d'emplois et de nouvelles occasions d'accroître la prospérité partout dans le Nord. Malheureusement, je pense que ces dernières années, le gouvernement s'est opposé à de nombreuses possibilités de développement dans le Nord. Je me demande si vous pourriez nous parler davantage d'un plan de développement du Nord et de création de nouvelles occasions afin que, comme vous l'avez dit, nous puissions avoir une approche plus globale pour nous attaquer à ce problème.

• (1150)

M. Wayne Walsh: Merci. C'est une très bonne question.

En 2019, le gouvernement a annoncé le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord. Il s'agit d'une approche stratégique élaborée conjointement par le gouvernement du Canada et les habitants du Nord afin d'établir une feuille de route pour favoriser un développement social et économique durable dans le Nord d'ici 2030.

Le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord comporte huit buts et différents objectifs. Nous sommes actuellement en train de le mettre en œuvre avec nos partenaires, qui comprennent les gouvernements territoriaux et provinciaux et les gouvernements autochtones, afin de faire des progrès dans ce cadre.

Le cadre tient compte de certains éléments tels que des exigences en matière d'infrastructures de base, le développement économique, les niveaux de scolarisation, la santé, la réduction de la pauvreté, etc. Un cadre complet que nous avons élaboré avec nos partenaires a été mis en place, et c'est ce qui oriente réellement notre travail en ce moment pour améliorer les choses dans le Nord et réaliser les buts et les objectifs du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord.

Le président: Il vous reste 10 secondes, monsieur Melillo.

M. Eric Melillo: Je vous rends ce temps, monsieur le président. Merci.

Le président: Merci beaucoup.

C'est maintenant au tour de M. Battiste. Vous disposez de cinq minutes, monsieur. Allez-y, s'il vous plaît.

M. Jaime Battiste (Sydney—Victoria, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Il y a 18 ans, j'ai eu la chance d'aller à Iqaluit dans le cadre d'un conseil des jeunes de l'Assemblée des Premières Nations. Nous participions à une réunion avec des organismes provinciaux et territoriaux chargés des accords. J'ai eu l'occasion de parler à certaines personnes présentes de l'importance de la récolte par les Autochtones. Étant moi-même Micmac, je sais que la récolte n'est pas seulement liée au besoin de se nourrir; il s'agit d'une pratique culturelle dans laquelle les Autochtones transmettent des connaissances.

Ma question porte sur la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs. Je sais que son lancement est assez récent. Je me demande si vous pouvez nous donner une idée de la façon dont elle est accueillie par les communautés et nous dire s'il y a, à votre avis, des possibilités d'élargir le programme s'il fonctionne bien.

En outre, de manière générale, et juste pour nous donner une idée de l'efficacité de ce programme, pourriez-vous nous dire comment

se portent les populations d'animaux traditionnellement chassés ou pêchés?

M. Wayne Walsh: Je vous remercie de la question. Je suis heureux que vous me la posiez, car je pourrai ainsi finir de répondre à une question précédente.

Le programme a été vraiment très bien accueilli par les communautés. Certaines des organisations bénéficiaires ont dit qu'il changeait la donne pour elles. Il change la donne entre autres en raison des choses qu'il permet de réaliser, comme vous l'avez mentionné, sur le plan de la réappropriation culturelle et du mentorat entre les aînés et les jeunes; elles nous disent aussi qu'il a des répercussions réelles sur la revitalisation de la langue et la transmission du savoir traditionnel. C'est ma première réponse.

Ensuite, envisageons-nous d'élargir le programme? Dès que nous l'avons annoncé, on nous a demandé de le faire. On nous a dit que c'était un programme formidable et qu'il y aurait davantage à faire. Nous avons des discussions avec nos partenaires sur le sujet et sur toute une série d'autres solutions sur le plan de la sécurité alimentaire.

Pour ce qui est du dernier point, l'accès à la nourriture traditionnelle ou aux animaux traditionnels, aux espèces sauvages elles-mêmes, c'est un aspect auquel j'ai fait allusion plus tôt et sur lequel nous allons devoir garder un œil. Les effets des changements climatiques ont des répercussions énormes sur les troupeaux de caribous, les stocks de poissons et les mouvements migratoires. C'est très bien d'offrir un programme comme celui-ci, mais nous devons collaborer étroitement avec nos collègues du secteur de l'environnement et les gouvernements territoriaux et provinciaux, car les changements climatiques peuvent avoir des répercussions importantes sur l'ensemble du programme et sur l'ensemble du processus de récolte culturelle.

M. Jaime Battiste: J'ai entendu parler de certains des problèmes qui touchent le caribou et des défis concernant les ressources. Pouvez-vous nous parler de certaines des autres pratiques traditionnelles de récolte, qu'il s'agisse de la pêche ou de certaines des activités auxquelles les Inuits participent et que nous pourrions développer?

Le plus important, c'est que nous voulons que les populations soient en santé et que les espèces survivent, quelles qu'elles soient. Je me demande s'il existe des ressources en santé — des aliments récoltés traditionnellement — sur lesquels nous pourrions nous concentrer.

• (1155)

M. Wayne Walsh: Je pense que vous accueillerez des représentants du gouvernement du Nunavut au cours de la prochaine heure. Ils pourraient être mieux placés que moi pour vous donner des détails à ce sujet. Il est certain que la pêche est considérée comme une activité qui offre d'énormes possibilités dans le Nord. Elle y est probablement moins développée qu'ailleurs au Canada.

Je pense que les espèces envahissantes — les espèces qui viennent maintenant dans le Nord et qui n'y étaient pas auparavant — et les répercussions qu'elles peuvent entraîner constituent un autre sujet de préoccupation.

M. Jaime Battiste: D'accord.

S'il me reste du temps, ma dernière question porte sur le Fonds de soutien aux communautés autochtones. Pouvez-vous expliquer comment les différentes communautés du Nord utilisent ce fonds pour répondre aux besoins de leurs membres en matière de sécurité alimentaire?

Tous les témoins peuvent répondre à la question.

Le président: Il vous reste 30 secondes.

M. Wayne Walsh: Madame Trifonopoulos, c'est votre programme, n'est-ce pas?

Mme Mary Trifonopoulos: Oui, mais pas spécifiquement, parce que le Fonds de soutien aux communautés autochtones répond à un large éventail de besoins pour aider les communautés à s'adapter à la crise de la COVID. La sécurité alimentaire est sans aucun doute l'un des besoins auxquels les communautés répondent, et nos partenaires nous disent qu'elles y répondent en fournissant une aide alimentaire supplémentaire ou en distribuant des paniers de nourriture. En raison des nombreuses activités qui se déroulent normalement dans les communautés, elles ont dû utiliser d'autres moyens d'acheminer de la nourriture aux gens, et c'est donc certainement de cette manière qu'elles l'utilisent dans le cadre d'un large éventail de mesures.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons terminer avec des interventions de deux minutes et demie de Mme Bérubé et de Mme Blaney, ce qui nous amènera à la fin des témoignages du premier groupe.

Madame Bérubé, vous disposez de deux minutes et demie. Allez-y, s'il vous plaît.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Je vous remercie.

Ma question s'adresse à Mme Trifonopoulos.

On parle de l'importance des aliments traditionnels ou locaux pour la santé physique et mentale et le bien-être culturel des peuples autochtones.

Selon vous, que fait le gouvernement afin d'accroître l'accès aux aliments traditionnels dans le Nord?

[Traduction]

Mme Mary Trifonopoulos: Je ne sais pas lequel de mes collègues serait le mieux placé pour répondre à cette question.

Par l'intermédiaire de Services aux Autochtones Canada, principalement, nous aidons les communautés à concevoir leurs activités et leurs services en vue d'améliorer les choses sur le plan de l'alimentation. Souvent, il s'agit notamment d'améliorer l'accès à des aliments sains achetés en magasin et à des aliments traditionnels. Il peut s'agir d'améliorer les connaissances relatives à l'utilisation et à la préparation des aliments. Inviter des aînés est souvent un élément très important dans les activités que les communautés souhaitent mettre en place. Certaines activités sur le territoire reçoivent du soutien, ce qui permet souvent d'atteindre de nombreux objectifs. Le bien-être mental est souvent associé à l'apprentissage de la chasse et de la pêche, et les choses se sont améliorées sur le plan de l'accès.

Je ne sais pas si d'autres collègues veulent intervenir.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Je vous remercie.

[Traduction]

M. Wayne Walsh: Je pense que c'était assez complet. La seule chose que j'ajouterais, c'est qu'en ce qui concerne les programmes en tant que tels, évidemment, il y a la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs.

Le président: Il vous reste une minute.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: En 2011, le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord a fait des recommandations. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises, s'il l'a fait, pour donner suite à ces recommandations?

[Traduction]

M. Wayne Walsh: Mon Dieu, si le président le permet, je serai ravi de fournir au Comité une réponse par écrit, car il existe une réponse assez complète à ces recommandations.

Le président: Ce serait tout à fait bien, et c'est ce qui conclut cette intervention. Merci beaucoup.

Je demanderais à tous les témoins de fournir toute information manquante par écrit, s'il vous plaît.

Madame Blaney, vous disposez de deux minutes et demie. Allez-y.

● (1200)

Mme Rachel Blaney: Merci.

J'aimerais revenir sur ma question précédente avec Mme Trifonopoulos.

Pourriez-vous nous parler des résultats sur la santé? J'ai posé plus tôt des questions sur la santé et le bien-être et la capacité d'exploiter le territoire, et je me demande de quelle façon les résultats sur la santé sont évalués et comment on collabore avec les communautés pour s'assurer que les choses sont suivies de près.

Mme Mary Trifonopoulos: C'est une question très importante.

Quelles sont les répercussions des différents services et programmes que nous offrons? Je pense que l'une des choses qui sont prometteuses, c'est l'appui à une collecte de données davantage dirigée par les Autochtones dans le cadre de choses comme l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations. Les Inuits travaillent à l'enquête globale sur la santé des Inuits, qui n'en est, je pense, qu'à ses débuts. Ces enquêtes comprennent des mesures sur une variété de résultats sociaux et de résultats en matière de santé.

Pour ce qui est de certaines autres répercussions, nous mesurons à court terme des choses qui semblent prometteuses pour améliorer la santé, comme l'augmentation des connaissances et des compétences acquises. Cela dépend du service fourni aux communautés et de son importance. En même temps, nous essayons de réduire au minimum la production de rapports et nous favorisons une grande souplesse sur le plan des fonds.

En fait, c'est dans le cadre de ces initiatives plus vastes de collecte de données menées par les Autochtones que la collecte de données sur ces résultats de santé à moyen et long terme est la plus prometteuse.

Mme Rachel Blaney: Merci.

Je vais poser ma prochaine question. Comment les initiatives sur le terrain se comparent-elles à Nutrition Nord Canada? Devons-nous établir un lien plus étroit entre ces deux initiatives? Lorsque les gens sont sur le territoire pour ramasser des aliments sains et les ramener à la maison, comment cela fonctionne-t-il par rapport à Nutrition Nord? Est-ce qu'une option est plus efficace que l'autre?

M. Wayne Walsh: C'est une excellente question.

L'une des choses que nous examinerons à long terme, ce sont les effets des récoltes sur la nécessité d'acheter des aliments dans un magasin. Nous présumons que si nous réussissons bien dans le cadre de la Subvention pour le soutien aux chasseurs-cueilleurs, la dépendance à la nourriture achetée en magasin pour des produits similaires sera moins grande, et nous devrions en fait voir une diminution des ventes de ces produits au détail parce que la récolte vient ajouter...

Le président: Merci. Je suis désolé...

M. Wayne Walsh: Alors, c'est tout.

Le président: ... mais il ne nous reste pratiquement plus de temps.

Je tiens à remercier les témoins. Encore une fois, on nous a fourni beaucoup de renseignements. Vous pouvez nous fournir toute information supplémentaire au moyen de témoignages écrits, que vous pouvez nous envoyer, si vous le voulez, ou si des membres du Comité ont besoin d'obtenir de plus amples renseignements sur l'un des sujets abordés.

Notre prochain groupe compte trois témoins. Afin de respecter le temps imparti, nous allons suspendre la séance maintenant.

Encore une fois, je remercie beaucoup les témoins.

Nous suspendons la séance pendant trois minutes pour accueillir notre prochain groupe.

• (1200) _____ (Pause) _____

• (1205)

Le président: Nous reprenons. Nous poursuivons notre étude sur la sécurité alimentaire dans les collectivités du Nord.

Je veux rappeler quelque chose aux témoins. Si vous regardez en bas, dans la partie centrale de votre écran, vous verrez qu'il y a un globe. En cliquant sur le globe, vous pourrez choisir entre l'anglais ou le français. Si vous ne le faites pas, vous n'entendrez peut-être pas l'interprétation. Il vous faut donc sélectionner, dans le globe, la langue dans laquelle vous voulez parler et écouter les autres intervenants. C'est généralement le seul petit obstacle que nous rencontrons lorsque nous organisons nos réunions.

Cela dit, je vous présente notre deuxième groupe de témoins, qui comparaissent par vidéoconférence. Nous accueillons Mme Lindsay Turner, directrice de la Division de la réduction de la pauvreté au ministère des Services à la famille du gouvernement du Nunavut; Mme Tracy St. Denis, sous-ministre adjointe du développement économique au ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest; et M. Ranj Pillai, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources du gouvernement du Yukon.

Bienvenue à vous trois. J'invite les témoins à faire leur déclaration préliminaire. Ils disposent de six minutes chacun.

Madame Turner, pourriez-vous commencer? Vous disposez de six minutes.

Mme Lindsay Turner (directrice, Division de la réduction de la pauvreté, Gouvernement du Nunavut): *Ulaakut. Qujannamiik*, monsieur le président, de m'avoir invitée à comparaître devant le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord de la Chambre des communes au sujet de la sécurité alimentaire au Nunavut.

Comme je l'ai mentionné, je m'appelle Lindsay. Je suis mère de trois jeunes garçons. Je vis à Iqaluit, au Nunavut, depuis 2011. J'occupe le poste de directrice de la réduction de la pauvreté depuis 2015 et, en partenariat avec Nunavut Tunngavik, j'assume le rôle de coprésidente de la Coalition sur la sécurité alimentaire au Nunavut.

Selon l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2017, 79 % des enfants du Nunavut vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire, et 57 % des ménages du territoire sont en situation d'insécurité alimentaire.

Le plan d'action sur la sécurité alimentaire du Nunavut explique que les Nunavummiuts ont depuis longtemps une connaissance approfondie de la façon de se procurer, d'entreposer, de préparer et de consommer les aliments traditionnels. Le plan Makimaniq 2, l'approche commune du Nunavut pour la réduction de la pauvreté, explique comment, dans la société traditionnelle inuite, il existait un système bien établi dans lequel les parents et les grands-parents transmettaient le savoir aux enfants. Cependant, aujourd'hui, une grande partie de ce système a été détruit par les politiques coloniales fédérales des années 1950 et 1960, notamment la réinstallation dans des collectivités, la relocalisation dans l'Extrême-Arctique, les pensionnats, les interventions contre la tuberculose et l'abattage des chiens de traîneau.

Par conséquent, on s'inquiète beaucoup aujourd'hui du fait que les compétences en matière d'alimentation traditionnelle ne sont pas transmises aux jeunes générations et que des compétences semblables liées à la nourriture achetée en magasin ne sont pas acquises.

L'insécurité alimentaire au Nunavut est un enjeu complexe, et les solutions et les soutiens nécessaires sont très variés. Par exemple, on parle de soutien et d'infrastructure pour la chasse et la récolte, d'infrastructure pour la pêche et les activités maritimes, d'infrastructure aéroportuaire, d'infrastructure de fret, de la santé mentale et de la toxicomanie, du logement, du développement de la main-d'œuvre locale, du renforcement du secteur à but non lucratif, de l'infrastructure alimentaire communautaire, de l'alimentation et de compétences en matière de finances, de vie et d'alimentation.

Toutefois, aujourd'hui, je concentrerai mes commentaires sur quelques-uns de ces points, à savoir l'importance de l'alimentation traditionnelle, l'importance du partage de la nourriture, les lacunes dans l'infrastructure alimentaire communautaire du Nunavut et les objectifs actuels de renforcement de la capacité des organismes d'alimentation communautaires.

En 2019, la Qikiqtani Inuit Association a publié un document intitulé *Food Sovereignty and Harvesting* et a préconisé le remplacement de la notion de sécurité alimentaire par la notion de souveraineté alimentaire. Elle a aussi suggéré de donner aux Inuits les moyens de nourrir leurs propres collectivités et de contrôler leurs systèmes alimentaires et leur approvisionnement. La nourriture traditionnelle n'est pas seulement nutritive, elle joue également un rôle culturel et thérapeutique essentiel dans les collectivités du Nunavut. Le soutien des programmes de mentorat pour les jeunes chasseurs, l'augmentation des ressources des organisations de chasseurs et de trappeurs, les congélateurs communautaires, les aides destinées à couvrir les prix élevés de l'essence et des fournitures nécessaires à la chasse et au froid, ainsi que les possibilités de développement des compétences et des outils permettant de réparer les motoneiges et de construire des cométiques sont autant de moyens d'améliorer l'accès aux aliments traditionnels.

Le plan d'action pour la sécurité alimentaire du Nunavut souligne le rôle essentiel que jouent les programmes communautaires pour soutenir le partage de la nourriture et renforcer les liens au sein des collectivités, ainsi que pour contribuer aux besoins alimentaires des populations vulnérables tels que les enfants, les parents célibataires et les personnes âgées. En effet, une grande diversité de programmes et de ressources communautaires a été développée au Nunavut. Toutefois, bon nombre de nos conversations avec les organismes d'alimentation communautaires et les membres des collectivités ont mis en évidence la nature fragile de ces initiatives. Beaucoup de gens ont du mal à avoir accès aux diverses demandes de financement et même à trouver un espace pour gérer leurs programmes, et leurs initiatives sont ponctuelles et temporaires et ne profitent pas du soutien d'un personnel stable et des membres de la collectivité pour assurer la coordination sur le terrain.

La vision de la Coalition pour la sécurité alimentaire au Nunavut est de favoriser la mise sur pied et la croissance d'organismes d'alimentation communautaires capables de soutenir des projets plus complets, innovateurs, culturellement adaptés et durables en matière de systèmes alimentaires et de compétences de vie. Pour y parvenir, il faut davantage de soutien au démarrage, des possibilités de renforcement de la capacité, un financement pluriannuel et de base, et l'accès à une infrastructure sociale communautaire fiable.

J'aimerais également vous faire part de la façon dont la conception de nombreux programmes fédéraux visant à remédier à l'insécurité alimentaire dans le Nord a rendu difficile, voire impossible, l'accès des collectivités du Nunavut au financement pour leurs besoins prioritaires.

Les récents changements apportés au programme Nutrition Nord Canada, les nouvelles initiatives annoncées par Agriculture Canada dans le cadre de la politique alimentaire nationale et les récents investissements dans la sécurité alimentaire d'urgence dans le cadre de la COVID-19 ont tous été bien accueillis au Nunavut. Toutefois, tous ces programmes auraient pu être conçus et mis en œuvre de manière à avoir un impact plus important et plus durable au Nunavut et à mieux répondre aux priorités du territoire.

● (1210)

Les critères de financement par contributions équivalentes, les barrières linguistiques, les obstacles à l'accès à Internet, les coûts admissibles et non admissibles, ainsi que les contributions et les plafonds de financement qui ne tiennent compte ni des coûts élevés du Nord, ni des lacunes liées à la capacité et à l'infrastructure du Nord ne sont que quelques exemples des défis qui se posent. Des

programmes conçus dans le contexte du Nunavut pourraient contribuer grandement à soutenir la souveraineté alimentaire dans les collectivités du Nunavut.

Plus récemment, on s'est également inquiété du fait que le financement mis à disposition l'année dernière pour répondre à la situation urgente de la COVID-19 ne sera pas maintenu pour répondre à la situation urgente de longue date des niveaux inacceptables d'insécurité alimentaire au Nunavut.

En terminant, j'aimerais vous lire un extrait de la définition de la pauvreté au Nunavut qui provient du *Makimaniq Plan 2*:

De nombreux Inuits ont aujourd'hui réussi à jeter un pont entre deux mondes — le mode de vie traditionnel et le mode de vie dans les villages —, mais beaucoup d'autres n'ont pas réussi. Ces derniers ont besoin d'un soutien plus important pour répondre à leurs besoins fondamentaux, pour acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour vivre selon un mode de vie traditionnel ou moderne ou un mélange des deux, et pour participer pleinement aux décisions qui ont des répercussions sur leur vie.

Qujannamiik, monsieur le président. *Taima*.

Le président: Je vous remercie beaucoup. Vous avez utilisé exactement six minutes.

J'aimerais seulement rappeler aux participants qu'ils doivent parler lentement et clairement, mais aussi se dépêcher, car ils ont seulement six minutes. C'est un dilemme, je le reconnais, et je suis désolé.

Nous entendrons maintenant Mme Tracy St Denis, sous-ministre adjointe, Industrie du développement économique, tourisme et investissement, du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Mme Tracy St. Denis (sous-ministre adjointe, Industrie du développement économique, tourisme et investissement, gouvernement des Territoires du Nord-Ouest): Je vous remercie, monsieur le président. Je tenterai de parler rapidement, mais clairement.

Bonjour. Je vous remercie de me donner l'occasion de vous parler de la position des Territoires du Nord-Ouest au sujet de cette importante question.

Je suis heureuse de vous parler depuis le territoire traditionnel des Dénés Yellownives, sur le territoire du chef Drygeese.

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest est très conscient de l'importance de la sécurité alimentaire, surtout avec la pandémie qui en fait un problème plus grave dans le monde entier.

Les Territoires du Nord-Ouest comptent de nombreuses petites collectivités qui éprouvent des problèmes liés à l'emplacement géographique, au transport et à l'accès. En ces temps difficiles, ces populations vulnérables ont désespérément besoin de notre aide dans les secteurs de la santé et de la sécurité.

Le mandat de notre gouvernement est d'accroître la sécurité alimentaire grâce à des aliments abordables, produits et récoltés à l'échelle locale. L'augmentation de la production alimentaire locale peut contribuer à l'atteinte de l'objectif du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest qui consiste à améliorer la sécurité alimentaire sur l'ensemble du territoire.

Notre gouvernement se concentre sur des solutions pratiques qui visent à accroître la sécurité alimentaire par l'entremise de plusieurs projets prioritaires. Ceux-ci comprennent un plan d'examen et de modification d'un cadre réglementaire pour éliminer les obstacles qui empêchent les résidents des Territoires du Nord-Ouest de mettre sur pied des entreprises de production alimentaire; la mise en œuvre d'un cadre réglementaire d'inspection des viandes pour les produits fabriqués et vendus localement, plus précisément les produits carnés; le renforcement du soutien territorial aux gouvernements autochtones pour qu'ils élaborent et offrent des programmes de soutien aux exploitants adaptés à la culture, notamment un programme de mentorat pour les exploitants; l'examen de notre programme de développement alimentaire dans le Nord, afin de garantir que les serres et les jardins communautaires profitent d'un soutien territorial en matière de sécurité alimentaire; un engagement à travailler avec les gouvernements autochtones et communautaires pour recommander des améliorations au programme Nutrition Nord; et enfin, la planification de la construction d'une usine de transformation du poisson approuvée par l'Agence canadienne d'inspection des aliments à Hay River qui donnera à nos pêcheurs locaux, qui sont en grande partie autochtones, une plus grande autonomie dans leur secteur. Ainsi, les pêcheurs commerciaux ne seront plus ceux qui acceptent les prix, mais plutôt ceux qui établissent les prix dans le cas de la truite, du corégone et du brochet des Territoires du Nord-Ouest, qui sont nos produits subarctiques d'eau froide de première qualité.

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest reconnaît qu'une grande coopération intergouvernementale est nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire sur l'ensemble du territoire. L'insécurité alimentaire, lorsqu'elle est vécue, touche tous les aspects de la vie des gens, surtout en ce qui concerne la santé et l'éducation. Pour atténuer ces problèmes, nous avons poursuivi nos partenariats avec les gouvernements autochtones et le gouvernement fédéral, afin de cerner les possibilités de collaboration.

Pour y parvenir, nous travaillons notamment en étroite collaboration avec Second Harvest et Banques alimentaires Canada, afin d'établir une communication directe entre ces organismes et les gouvernements autochtones et les organismes qui distribuent des dons alimentaires dans les Territoires du Nord-Ouest.

Nous avons également travaillé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada. Lorsque les épiciers ont signalé les premières pénuries de viande au début du confinement, nous avons été extrêmement reconnaissants des mesures rapides prises par le gouvernement fédéral pour négocier et signer un protocole d'entente pour le processus d'exemption ministérielle temporaire qui autorise le commerce interprovincial de produits de viande et de volaille provenant d'établissements qui ne sont pas agréés par le gouvernement fédéral.

Les représentants des Territoires du Nord-Ouest comprennent les pressions et les responsabilités auxquelles fait face le gouvernement fédéral ces derniers mois. Les vulnérabilités exposées par les fermetures ont causé de graves problèmes dans les villes d'un bout à l'autre du Canada, mais elles ont également favorisé l'adoption d'approches innovatrices. Le Nord a toujours trouvé, par nécessité, des solutions innovatrices à ses problèmes. Les efforts en vue de soutenir des collectivités séparées par la distance et la culture ont permis de créer des partenariats uniques et une interdépendance pour aider l'ensemble du territoire à prospérer.

Dans le cadre de notre examen des solutions possibles aux lacunes en matière de sécurité alimentaire, nous nous rendons compte que cela ne peut être accompli que par l'entremise de partenariats aux échelons communautaire, territorial et fédéral. Le soutien fourni par le gouvernement fédéral aux populations vulnérables et aux efforts pour assurer la sécurité alimentaire tout au long de la pandémie a été essentiel pour assurer le bien-être et la sécurité des habitants du Nord. Grâce à ce soutien, nous avons pu aider plus rapidement et plus efficacement les résidents de nos collectivités, mais nous savons qu'il reste du travail à faire. Nous espérons que le gouvernement fédéral restera l'un de nos partenaires engagés pendant que nous concentrons nos efforts sur l'élaboration d'approches stratégiques visant à renforcer la certitude dans le territoire, afin de remplir notre mandat de cultiver et de transformer des aliments à l'échelle locale.

• (1215)

La souveraineté alimentaire revêt une importance particulière pour la population autochtone du territoire. Il serait utile de parler directement à ces gouvernements autochtones. Je ne sais pas si de telles discussions sont prévues, mais veuillez communiquer avec nous si nous pouvons vous aider à engager ces dialogues.

Nous avons déjà mis en œuvre et amélioré des programmes visant à renforcer les capacités dans les secteurs de la production alimentaire du territoire. Les programmes de formation des jeunes à la récolte, à l'agriculture et à la pêche traditionnelles garantiront la préservation et le maintien des activités traditionnelles. Ces initiatives permettront d'augmenter les possibilités d'achats locaux à moindre coût pour les habitants de l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest, ce qui réduira ensuite la dépendance du territoire à l'égard des chaînes d'approvisionnement nationales et internationales. Nous n'en sommes pas encore là, mais nous continuons de travailler avec nos partenaires pour surveiller la résilience des chaînes d'approvisionnement.

Le renforcement des secteurs alimentaires locaux et l'accès accru aux aliments traditionnellement récoltés seront des éléments essentiels pour réaliser des progrès réels et décisifs. Cela permettra également de créer des emplois et de renforcer l'économie, ce qui contribuera à une boucle de rétroaction positive, un élément important pour atteindre la sécurité alimentaire à l'échelle du territoire.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous parler aujourd'hui.

• (1220)

Le président: Je vous remercie beaucoup.

Même si je me plains souvent de la technologie, c'est quand même incroyable de penser que nous sommes allés au Nunavut et aux Territoires du Nord-Ouest et que nous irons maintenant au Yukon pour entendre notre prochain témoin, M. Pillai.

Vous avez la parole. Vous avez six minutes.

L'honorable Ranj Pillai (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, gouvernement du Yukon): Du territoire traditionnel des Kwanlin Dün et du conseil des Ta'an-Kwächan, je remercie les membres du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord de la Chambre des communes de leur invitation.

Pour les Yukonais et pour moi, qui suis le ministre chargé de l'agriculture au Yukon, les questions de sécurité alimentaire ont beaucoup d'importance. En effet, vous vous rappellerez que, il y a plusieurs années, en juin 2012, des pluies diluviennes ont provoqué une série de coulées de boue et des ravinements le long de la route de l'Alaska, coupant ainsi le seul lien routier du Yukon avec le sud du Canada. Même si la route n'a été fermée que quelques jours, les rayons des fruits et légumes des supermarchés de Whitehorse ont été réduits à seulement quelques radis et noix de coco. Les étagères se sont rapidement dégarnies dans beaucoup de nos communautés. Beaucoup de Yukonais ont alors vraiment su ce que l'expression « sécurité alimentaire » signifiait.

Cet approvisionnement alimentaire fragile du Nord n'est pas propre au Yukon. Je suis sûr que certains de mes amis et mes homologues du Nord vous ont raconté de nombreuses anecdotes et descriptions qui confirment ce lien ténu.

Aujourd'hui, j'espère, en vous en parlant, vous communiquer l'important double message suivant: d'abord, je suis très encouragé par l'écho que crée cette question dans la communauté, aujourd'hui. J'ai lieu de croire que c'est un important sujet d'inquiétude à l'échelle nationale; ensuite, je focaliserai le reste de mes observations sur les progrès incroyables que le Yukon accomplit pour assurer sa sécurité alimentaire d'une manière qui, non seulement, garde garnies nos étagères, mais, également, stimule un secteur important de notre économie locale.

L'été dernier, le gouvernement du Yukon a lancé sa politique agricole du Yukon pour 2020, intitulée « Cultiver notre avenir », qui guidera le secteur agricole du Yukon pendant la prochaine décennie et accroîtra son autosuffisance alimentaire.

La vision de notre politique est d'accroître l'autosuffisance du Yukon, d'appuyer la production de produits de qualité, de contribuer à notre économie locale et de laisser en héritage aux générations à venir des bilans cultureux et environnementaux positifs. Aiguillonnée par la fragilité des chaînes de notre approvisionnement par le Sud et notre production alimentaire limitée, notre nouvelle politique cherche à nous affranchir des importations du Sud. C'est possible si nous augmentons la production et la consommation de denrées locales et finançons la construction d'infrastructures et des initiatives de mise en marché de produits cultivés au Yukon.

Rouage important de la vie yukonaise, le secteur agricole et agroalimentaire du Yukon a pris une place croissante dans notre économie depuis la ruée vers l'or du Klondike. Si les progrès dans les transports ont favorisé l'importation d'une grande partie de nos denrées alimentaires à partir du Sud, les exploitations agricoles yukonaises continuent de jouer le rôle important d'alimenter nos communautés en produits frais et sains tout en maintenant à un faible niveau, par rapport aux aliments importés, les émissions de gaz à effet de serre attribuables aux moyens de transport.

Au Yukon, pendant la dernière décennie, les superficies cultivées et le nombre d'exploitations agricoles ont augmenté, en même temps que le cheptel et la production légumière. D'après le Recensement de l'agriculture de 2016 publié par le gouvernement du Canada, le nombre d'exploitations agricoles, entre 2011 et 2016, a augmenté d'un peu plus de 9 %, pour atteindre plus de 142. En 2016, on a déclaré un peu plus de 100 millions de dollars d'investissements totaux dans les exploitations, y compris les terres, les immeubles, l'équipement et le bétail.

De plus, les Premières Nations et les communautés du Yukon prennent en charge la sécurité alimentaire grâce à divers projets de jardins communautaires qui favorisent l'horticulture et l'approvisionnement des communautés en produits frais. Les Premières Nations montrent également la voie de la sécurité alimentaire en instaurant des programmes d'éducation et de développement communautaire axés sur l'agriculture. Celle des Ta'an-Kwäch'äns, grâce à sa ferme d'enseignement et de travail, a gagné le prix Inspiration arctique pour son travail, en 2019, pour la sécurité alimentaire. D'autres, comme celles de Carcross-Tagish et de Na-Cho Nyäk Dun, possèdent des fermes de travail qui subviennent également aux besoins de leurs communautés.

Les agriculteurs yukonais se spécialisent dans divers produits, notamment les légumes, le bétail, les fruits, les produits laitiers, les oeufs, le miel, le gazon et les plantes à massif. Ils sélectionnent et élèvent divers animaux, notamment des bovins, des porcins, des ovins, des caprins, des chevaux, des poneys, des lamas, des alpagas, des lapins, des bisons et des wapitis. Ils sélectionnent et élèvent aussi diverses volailles pour la chair, les poussins et les oeufs. Lentement, la dépendance à l'égard du bétail importé diminue, à mesure que davantage de Yukonais mettent à la reproduction leurs propres animaux et s'engagent dans l'exploitation continue.

Les Yukonais essaient différentes méthodes visant à prolonger la durée de conservation de leurs produits et ils produisent en quantités importantes des légumes, des découpes de viande et des produits à valeur ajoutée très divers comme des conserves de fruits et des confitures. Ces produits sont vendus dans de gros magasins de détail, des marchés communautaires et dans des repas gastronomiques préparés par les restaurants et les traiteurs du Yukon. Ces dernières années, cette croissance des produits nouveaux a gagné de nouveaux marchés. Les agriculteurs yukonais réussissent à vendre leurs produits localement et à l'extérieur de leur région.

• (1225)

Une grande partie de cette croissance incroyable du secteur agricole yukonnais est attribuable à l'appui du Partenariat canadien pour l'agriculture. Grâce à cet accord, le gouvernement du Canada s'est engagé à affecter 1,48 million de dollars annuellement, pendant cinq ans, jusqu'en 2023, dans l'agriculture yukonnaise. Ce chiffre comprend également les contributions en nature du gouvernement du Canada. Beaucoup de projets agricoles sont admissibles à un financement à hauteur de 60 %, le reste provenant de l'entrepreneur, ce qui signifie que le 1,48 million peut susciter, chaque année, d'importants investissements dans notre communauté agricole.

Le Partenariat canadien pour l'agriculture appuie notre engagement dans la construction d'un secteur agricole local productif et rentable et pour atteindre une production alimentaire autosuffisante. Dans les deux premières années de ce partenariat, plus de 315 projets ont été financés pour aider au développement de l'agriculture au Yukon.

Nous sommes fiers de notre secteur agricole en croissance, mais nous savons qu'il y a encore beaucoup à faire pour accroître notre sécurité alimentaire. À cette fin, nous avons besoin de la collaboration et du partenariat du gouvernement du Canada, des Premières Nations du Yukon, des municipalités, des organisations de parties prenantes et de chacun des producteurs.

Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Tous les témoins ont pris exactement le temps qu'il fallait. Espérons que ça continuera, parce que nous avons de nombreux témoins à entendre et beaucoup de questions à poser, à commencer par M. Viersen.

Vous disposez de six minutes. Allez-y.

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier nos témoins d'être ici.

Je suis fasciné par le Yukon et par la croissance de son secteur agricole. Comme c'est à deux pas de chez moi, je connais donc un peu l'agriculture dans le Nord.

Est-ce que le nombre de boucheries augmente au Yukon? Il me semble que les communautés de nos Premières Nations auraient des connaissances également dans ce domaine, vu qu'elles vivent des ressources du territoire. Je remarque que dans les parties rurales de l'Alberta, le nombre de boucheries diminue. Je me demande comment la situation évolue au Yukon.

L'hon. Ranj Pillai: Nous sommes dans une époque absolument excitante. C'est vraiment une renaissance de l'industrie agricole. C'est ce que beaucoup de gens, en ligne, ici, aujourd'hui, auraient vu dans leurs provinces natales, il y a une centaine d'années.

Nous assistons en fait à une augmentation du nombre de boucheries et du nombre de personnes qui décident de quitter leur emploi dans la fonction publique, peut-être, ou dans le secteur privé et dans d'autres secteurs et de retourner dans leur coin et de suivre une formation qui leur permettra d'ouvrir ces commerces.

Dans les petites communautés comme Dawson, Mayo et d'autres encore plus petites, le secteur privé investit dans l'ouverture de ces commerces. Des abattoirs mobiles sillonnent certaines de nos régions rurales. Nous avons communiqué ce renseignement à d'autres provinces, comme Terre-Neuve. Ça semble une bonne solution pour une partie de cette activité.

Bref, on ouvre presque chaque année quelques-uns de ces commerces, et nous nous servons du financement dans le cadre du Partenariat canadien pour l'agriculture pour compenser les dépenses dans les infrastructures ou la formation.

Cette année, nous avons très franchement éprouvé beaucoup de difficultés pour répondre à la demande, et je ne parle même pas des aliments traditionnels, auxquels vous avez fait allusion. Pendant la saison de la chasse, la demande reste encore forte pour beaucoup de ces services, en raison des nombreux aliments et produits qu'on peut chasser et récolter au Yukon. Il se donnera un plus grand coup d'accélérateur pour encore plus d'ouvertures de ces commerces.

M. Arnold Viersen: Avez-vous modifié l'orientation de la politique? On sait que, dans le nord de l'Alberta, beaucoup de petits bouchers sont irrités par toute la paperasse à remplir pour faire marcher leurs commerces. Le Yukon a-t-il conclu une entente particulière sur les boucheries?

• (1230)

L'hon. Ranj Pillai: Nous en sommes encore aux premiers balbutiements. Nous mettons à contribution nos propres services, par le truchement de l'hygiène du milieu, dont le rôle est déterminant. Je pense que c'est bien plus qu'une passade; nous voyons que beaucoup d'intéressés s'empressent de saisir l'occasion.

À l'échelon fédéral, nous cherchons vraiment à conserver l'appui de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et d'autres organismes pour nous en assurer, parce que, désormais, nous passons à un niveau supérieur de production. Nous avons bénéficié d'un bel appui des représentants du Nord de la Colombie-Britannique, et, jusqu'ici, ça donné de bons résultats, mais je pense que, à mesure que le temps passe, nous aurons besoin d'une présence fédérale au Yukon, pour nous aider à la surveillance assez constante de nos établissements, pour assurer notre respect des lignes directrices officielles.

M. Arnold Viersen: Est-ce que, dans les Territoires du Nord-Ouest, la situation se présente de la même façon?

Mme Tracy St. Denis: Nous collaborons très étroitement avec le gouvernement du Yukon. Le secteur agricole yukonnais est un peu plus développé que le nôtre. Nous avons des exploitants. Nous avons assisté, pendant l'épidémie de COVID, aux arrivages de denrées dans les épiceries, un gros changement. Nos services de santé ont appliqué des modifications réglementaires qui les ont autorisés, et j'ai dit, dans ma déclaration préliminaire, que notre gouvernement avait besoin de faire un certain travail et qu'il était déterminé à s'occuper des règlements sur les viandes. Nous avons collaboré avec le Yukon pour déterminer les mesures qui, là-bas, ont donné de bons résultats, de sorte que, lorsque nous prendrons la décision de faire transformer les viandes localement, ainsi que de la volaille et des aliments traditionnels ici, nous nous retrouverons dans une situation de production locale, dans le Nord, qui nous réussira.

Effectivement, c'est un projet sérieux et c'est, sans conteste, une réponse importante à nos problèmes d'insécurité alimentaire.

M. Arnold Viersen: Puisqu'il est question de production de viande, j'ai remarqué, quand j'étais dans le Nunavut, il y a quelques années, que le nombre d'ois migratrices de passage est incroyable. Est-ce qu'on en profite? Constatez-vous, comme au Yukon, une croissance du nombre de boucheries, dans le Nunavut?

Mme Lindsay Turner: La situation du Nunavut est peut-être un peu différente. Dans chacune de ses trois régions, on trouve une usine de transformation des viandes ou du poisson.

Au Nunavut, si je pouvais décrire ce qui correspondrait à la boucherie, une fois l'animal capturé dans la nature, il s'agirait de transmettre les compétences sur les bonnes méthodes de découpe et les connaissances de l'intégralité du processus qui suit la capture de l'animal. Nos motifs de préoccupation sont davantage l'absence d'infrastructures communautaires qui s'y prêtent; des endroits, dans la communauté, où, une fois l'animal capturé ramené sur place, on peut le préparer. Je pense à des congélateurs communautaires et à des programmes de mentorat pour les jeunes chasseurs, ce qui unirait les personnes âgées et les jeunes dans l'apprentissage des méthodes de préparation.

Un intéressant projet né ces quelques dernières années a été l'établissement de lignes directrices sur les aliments du pays. Le projet visait à adapter certaines des lignes directrices sanitaires avec ces aliments et à faciliter leur service dans les établissements publics comme les hôpitaux.

Le président: Notre temps est écoulé. Je suis désolé de vous interrompre. Merci.

Il faut passer à M. van Koeverden qui dispose de six minutes.

M. Adam van Koeverden (Milton, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis sensible à l'occasion qui m'est offerte d'entendre les points de vue de tous. C'est merveilleux de vous avoir avec nous. Merci.

C'est également simplement génial, comme ç'a déjà été souligné, que nous puissions nous rencontrer en virtuel. Vous venez tous du Nord, mais cette région est tellement vaste, et les déplacements pour se rendre à Ottawa n'iraient tellement pas de soi. Merci, mesdames Turner et St. Denis, merci monsieur Pillai d'avoir été des nôtres.

Je vous parle alors que je me trouve sur le territoire traditionnel des Algonquins, dans l'édifice de l'Ouest du Parlement.

J'aime le Nord. J'aime le visiter. Chaque fois que j'ai l'occasion d'exprimer ma gratitude pour les Inuits qui nous ont donné le kayak, je le fais. Pendant 20 ans kayakiste professionnel, j'ai eu le plaisir de visiter le Nord et d'exprimer cette gratitude personnellement, mais je ne résiste jamais à la tentation de l'exprimer de nouveau. Je vous remercie donc.

J'ai aussi pu goûter des aliments locaux, comme le nattiq et le muktuk. Pour les non-initiés, c'est du phoque, du béluga et du narval. Quelle expérience délicieuse.

Comme je l'ai dit, les difficultés et les problèmes qu'affrontent les populations des diverses régions nordiques sont divers et nombreux, mais il importe de reconnaître cette diversité, pour ne pas représenter le Nord comme un bloc monolithique, comme on vient de l'apprendre.

Ma question s'adresse principalement à Mme Turner, mais s'il reste du temps, je la pose implicitement aux autres, sans la répéter, si c'est possible, pour aller plus vite.

Récemment, j'ai eu l'occasion de discuter de la question de la sécurité alimentaire dans le Nord avec le fondateur des Centres communautaires d'alimentation du Canada, M. Nick Saul. C'était il y a quelques jours. Ses propos m'ont frappé. Ils ont été en quelque sorte corroborés par nos témoins d'aujourd'hui, mais je voudrais vraiment entendre votre point de vue à ce sujet. Il m'a essentiellement dit que la solution à la faim n'est pas vraiment la nourriture, parce la faim vient de la pauvreté. Uniquement donner la nourriture ou la vendre à rabais, ce n'est pas une solution au problème de la pauvreté et ça ne s'attaque pas aux causes profondes du problème de la faim et de l'insécurité alimentaire.

Je vous ai bien entendue, nous avons réalisé des progrès. Les investissements actuels changent des choses, mais j'aimerais vous entendre dire, vous et les autres ce que cette thèse sur la nature non alimentaire de la solution du problème de la faim signifie pour vous dans le contexte des défis que vos communautés affrontent et de ce que nous pouvons faire ensuite.

Merci encore d'être avec nous.

● (1235)

Mme Lindsay Turner: C'est une sorte de cercle vicieux. Il est difficile pour une personne d'avancer dans la vie si elle a faim, s'il lui manque des nutriments, et si elle n'a pas l'énergie nécessaire pour même se lever et se concentrer.

Il y a sans contredit beaucoup de problèmes de pauvreté, de traumatisme, de santé mentale et de dépendance au Nunavut. Par conséquent, les habitants ont du mal à acquérir des compétences ou à suivre une formation qui leur permettrait de connaître du succès dans leurs initiatives communautaires ou leur emploi. Ce facteur y contribue certainement.

Dans le même ordre d'idée, l'acquisition de compétences est une source d'inquiétude. Il y a eu une rupture des compétences. Ainsi, le savoir traditionnel des aînés sur la façon de trouver la nourriture dans la nature n'est plus transmis aux jeunes générations. C'est aussi un véritable défi. Le coût d'une motoneige, d'un cométique, des balles et des armes à feu est aussi un facteur limitatif. C'est un cercle vicieux dans une certaine mesure, mais il faut de la nourriture pour avoir l'énergie nécessaire afin d'avancer.

M. Adam van Koevreden: Je vous remercie de votre réponse. L'idée maîtresse était plus philosophique que pragmatique, mais je vous en remercie tout de même.

Monsieur Pillai, avez-vous quelque chose à dire?

L'hon. Ranj Pillai: Je veux illustrer une chose aux participants. Si nous songeons à notre production alimentaire et à la conversation plus générale à propos du changement climatique, et que nous pensons à ce que nous pourrions faire à l'échelle du territoire en tant que gouvernement du Yukon, nous constatons que les points que vous soulevez sont tout à fait valables.

Nous adoptons une approche holistique pour traiter un certain nombre de questions, qu'il s'agisse du soutien aux personnes les plus vulnérables et les plus jeunes, ou des aides que nous avons mises en place pour travailler main dans la main avec nos collectivités des Premières Nations. Ces communautés sont des chefs de file exceptionnels. Sur les 14 Premières Nations du Yukon, 11 ont conclu des traités modernes. Elles représentent probablement la moitié des Premières Nations autonomes du pays. Elles mettent en place de nombreuses stratégies tout à fait indépendantes pour composer avec la situation. De notre point de vue, lorsque je porte mon chapeau d'agriculteur, je songe à la façon de bâtir des infrastructures. Nous avons des petites collectivités qui font l'acquisition de fermes existantes. Les Premières Nations gèrent ces fermes, et leurs aînés sont sur place. Ils choisissent ce qu'ils veulent faire pousser l'année suivante.

Nous voyons ce genre de choses dans chacune de nos collectivités. C'est une approche tout à fait holistique. C'est un mode de vie sain. Les membres de ces collectivités, qu'ils soient des Autochtones ou non, ont accès à cette excellente nourriture, et c'est utile sur tous les fronts. Comme Mme Turner l'a dit, il faut avoir de l'énergie, et vous êtes bien placés pour le savoir.

Dans l'ensemble, il y a bel et bien un certain fondement. Lorsque nous pensons à la sécurité alimentaire à l'échelle sociale, nous devons nous assurer que les programmes offerts dans nos milieux urbains, où se trouve la majorité de notre population, ciment ces besoins.

Cette année, à notre banque alimentaire, des chefs locaux ont utilisé des produits locaux et des recettes locales pour nourrir à leur domicile des gens qui ont rencontré quelques difficultés. C'est ce que nous voulons voir, plutôt que d'expédier de la nourriture. Nous voulons soutenir nos programmes en ce sens.

● (1240)

Le président: Nous allons maintenant écouter Mme Bérubé, qui a six minutes.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Je vous remercie, monsieur le président.

Je m'adresse aux témoins présents. Tantôt, nous parlions de pauvreté. L'insécurité alimentaire et la nutrition déficiente touchent de manière disproportionnée les personnes, les ménages, les collectivités autochtones du Nord.

Selon vous, quels facteurs contribuent à l'insécurité alimentaire dans vos territoires respectifs?

[Traduction]

Le président: Y a-t-il une réponse?

Mme Lindsay Turner: Je peux commencer, car je pense que la question s'adressait à tous les témoins.

[Français]

Je vous remercie de votre question, madame Bérubé.

À près de 80 %, la population du Nunavut est une population autochtone, les Inuits. À peu près 40 % de la population sont prestataires de l'aide sociale. La pauvreté touche une grande proportion de la population au Nunavut.

Plusieurs facteurs contribuent à l'insécurité alimentaire, dont les politiques du passé qui ont causé des traumatismes encore présents aujourd'hui, la santé mentale et les problèmes de dépendance. Il y a aussi les coûts très élevés de l'équipement et de la nourriture. Il faut ajouter à cela les difficultés à transférer les connaissances d'une génération à l'autre, notamment la manière d'accéder à sa nourriture et d'aller à la chasse. Ce sont tous des facteurs importants au Nunavut.

Mme Sylvie Bérubé: Quelle est la situation dans les Territoires du Nord-Ouest?

[Traduction]

Mme Tracy St. Denis: L'interprétation a été coupée pendant la question, mais d'après ce que j'ai compris de la réponse du gouvernement du Nunavut... Aux Territoires du Nord-Ouest, l'insécurité alimentaire touche environ 21 % de la population. Pour notre part, il nous faut des options durables et autonomes pour aller de l'avant. Il est évident que le problème est en partie attribuable à la pauvreté, à la santé et à l'éducation.

J'ignore s'il serait possible de résumer brièvement la question. Il y a eu un petit pépin technique.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Je vais répéter la question.

On parlait tout à l'heure de la pauvreté et de la manière dont l'insécurité alimentaire et la nutrition déficiente touchent de manière disproportionnée les personnes, les ménages et les collectivités autochtones du Nord.

Quels facteurs contribuent à l'insécurité alimentaire dans votre territoire?

[Traduction]

Mme Tracy St. Denis: Je vous remercie.

Les difficultés à surmonter aux Territoires du Nord-Ouest sont évidemment le pourcentage élevé d'insécurité alimentaire et l'accès à des aliments dont le prix est raisonnable. Le programme Nutrition Nord Canada joue un rôle à ce chapitre, mais notre gouvernement est vraiment déterminé à mettre en place et à utiliser des programmes comme le Partenariat canadien pour l'agriculture. Les gens pourront ainsi avoir accès à une formation et acquérir des compétences pour sortir de la pauvreté.

La solution doit venir du Nord. Je pense qu'il serait important de demander directement l'avis des gouvernements autochtones, ce à quoi nous pourrions peut-être contribuer. En fait, il s'agit de savoir comment nous pouvons changer les choses en investissant dans le développement économique et social et en sortant les gens de la pauvreté. Notre coalition de lutte contre la pauvreté se réunira au cours de la nouvelle année, et je m'engage à fournir un compte rendu de la réunion à votre comité.

• (1245)

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Quelle est la situation au Yukon?

[Traduction]

L'hon. Ranj Pillai: Je vous remercie. Je serai bref.

Comme vous pouvez le constater chez mes collègues, lorsque nous réfléchissons à l'état des choses, à la situation ou aux perspectives avec nos partenaires gouvernementaux des Premières Nations, nous sommes très respectueux. Nous nous assurons qu'ils s'expriment dans leurs propres mots. Je dirai que le Conseil des Premières Nations du Yukon déploie beaucoup d'efforts en ce moment pour qu'il y ait des programmes en adéquation avec le ministère de l'Éducation. Ainsi, les jeunes commenceront leur parcours du bon pied, et certaines des lacunes pourront être corrigées.

J'aimerais m'attarder à une chose, à savoir que les coûts continuent d'augmenter. Je le vois bien, à l'instar de tous les habitants du Yukon. Si nous songeons au panier d'épicerie d'il y a 5 ou 10 ans... C'est la même chose dans tout le pays. Je pense que les gens feront les bons choix collectivement, mais le coût sera un facteur. Nous avons une collectivité accessible uniquement par avion. Nous n'avons peut-être pas les mêmes défis que mes partenaires du Nunavut ou des Territoires du Nord-Ouest, mais si nous songeons une plaisanterie à cette localité... Je raconte toujours à ma collègue, la ministre Frost, qui est responsable de la Santé: je lui dis à la blague qu'un melon d'eau coûte 30 \$, si vous pouvez en trouver un. Je sais que ce n'est pas grand-chose comparativement aux histoires que mes partenaires des autres territoires pourront vous raconter.

Encore une fois, je crois que c'est une question de coût. Je pense que les gens prendront les bonnes décisions s'ils ont accès aux aliments.

Le président: Je vous remercie infiniment.

Madame Blaney, vous avez six minutes.

Mme Rachel Blaney: Je vous remercie, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous les témoins qui sont avec nous aujourd'hui pour leur contribution intéressante.

Madame Turner, vous avez dit que 79 % des enfants de votre territoire vivent dans l'insécurité alimentaire. Vous avez ensuite parlé de la différence qui existe à vos yeux entre la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire. Pourriez-vous nous expliquer un peu plus ce que cela signifie?

Mme Lindsay Turner: La souveraineté alimentaire se rapporte à la possession et au contrôle des réseaux d'alimentation. Au Nunavut, si nous pensons à la source de nourriture traditionnelle et au mode de vie traditionnel, les Inuits avaient le contrôle puisqu'ils pouvaient trouver leur propre nourriture sur leurs terres. Aujourd'hui, en raison de la pauvreté et des multiples facteurs qui les empêchent à la fois d'aller sur les terres et de s'établir dans les collectivités, il y a beaucoup plus d'aliments achetés en magasin. Des entreprises privées expédient la nourriture aux collectivités.

La sécurité alimentaire, c'est avoir suffisamment de nourriture à manger, alors que l'autre concept se rapporte au contrôle sur la nourriture disponible, à la façon d'y avoir accès et au fait d'avoir le choix. En ce qui concerne les enfants, la souveraineté alimentaire serait la capacité de transmettre cette compétence et ce contrôle aux jeunes générations.

Mme Rachel Blaney: Je vous remercie de votre réponse des plus utiles.

Vous avez aussi parlé de la fragilité de l'accès aux produits de chasse et de cueillette, et des multiples défis à relever. Pourriez-vous nous parler des problèmes qui sont à l'origine de cette fragilité, et des mesures qui pourraient y mettre fin, selon vous?

Mme Lindsay Turner: Parmi les facteurs qui ont contribué à cette fragilité, il y a l'absence de transmission des connaissances sur le territoire. C'est très grave. Il ne faut pas en sous-estimer l'importance.

Il y a d'autres exemples. Les abattages de chiens de traîneau ont complètement privé les Inuits de leurs outils pour parcourir la terre. Aujourd'hui, les temps ont changé et il y a beaucoup plus de motoneiges et de véhicules tous terrains. Or, cet équipement est coûteux. Une partie du défi consiste à trouver l'argent pour l'achat du matériel. Il est aussi difficile de mettre la main sur les pièces de rechange pour réparer la motoneige en cas de bris, de façon à pouvoir aller sur le territoire.

De plus, le changement climatique est évidemment un enjeu de taille. Les chasseurs doivent s'éloigner de plus en plus des collectivités pour trouver les animaux. Ce sont quelques-uns des facteurs.

Des progrès considérables ont été réalisés ces dernières années grâce à la création du Programme d'aide à la récolte au Nunavut, dans le cadre de Nutrition Nord Canada. Un autre investissement important qu'il faut faire à grande échelle se rapporte à nos programmes de mentorat pour les jeunes chasseurs. Il existe quelques programmes vraiment formidables. La joie se lit dans le visage des enfants lorsqu'ils attrapent leur première prise... C'est une célébration communautaire très précieuse.

Il y a un certain nombre de programmes robustes sur l'ensemble du territoire. Il faut les soutenir et les implanter dans les collectivités où ils ne sont pas aussi présents, pour que les enfants explorent le territoire.

• (1250)

Mme Rachel Blaney: C'est une excellente façon d'introduire ma prochaine question.

Vous avez parlé du financement fédéral et de certains des défis que vous constatez dans votre région, quant à la conception des sources de financement et à certains des obstacles. Vous avez même dit que l'accès à Internet fait partie des obstacles. Pourriez-vous nous parler un peu de ces barrières et des modifications techniques qui pourraient aider les collectivités de votre secteur?

Mme Lindsay Turner: Un nombre grandissant de demandes fédérales doivent être soumises en ligne à l'aide d'un ordinateur. Si vous ajoutez à cela... Je ne connais pas les chiffres, mais la bande passante est très limitée, et la grande majorité de la population du territoire n'a accès ni au téléphone ni à Internet.

Si vous ajoutez à cela une culture qui est... La communication écrite ne fait pas vraiment partie de la culture traditionnelle inuite. Il s'agit plutôt d'une culture du récit et d'une tradition orale. Il est donc difficile pour eux de devoir prendre le temps d'écrire leur idée de projet dans leur deuxième langue. C'est ardu. De plus, certains des critères de la demande fédérale sont souvent impossibles à respecter pour ces collectivités, et font en sorte qu'elles ne sont pas admissibles au programme. Ce sont là certains des facteurs qui expliquent pourquoi il est si difficile pour les collectivités de soumettre une demande.

De plus, les délais serrés pour l'exécution des projets posent problème. Par ailleurs, les collectivités sont épuisées, car elles doivent envoyer un grand nombre de demandes différentes pour obtenir des bribes de financement et avoir suffisamment d'argent pour couvrir les coûts élevés du Nunavut.

Mme Rachel Blaney: Je vous remercie.

Le président: Merci infiniment.

Je vais maintenant poser une question aux membres du Comité. Nous manquons de temps, bien sûr. En tant que président, je propose que nous fassions la même chose qu'au tour précédent. Chaque parti aura le temps qui lui est imparti au deuxième tour, c'est-à-dire que les conservateurs et les libéraux auront cinq minutes, alors que le Bloc et le NPD auront deux minutes et demie. Ensuite, si le Comité accepte, nous avons besoin de l'approbation des témoins pour poursuivre la séance après 13 heures. Les témoins sont-ils disposés à rester avec nous quelques minutes de plus?

Je vois que les témoins lèvent le pouce. D'accord, c'est très bien.

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le président, j'ai un petit rappel au Règlement.

Bien entendu, lorsque nous acceptons de dépasser le temps imparti, il arrive que des collègues doivent assister à d'autres séances. Par conséquent, il ne devrait pas y avoir de motion ou de choses à examiner. Je tiens à le préciser avant que nous acceptions de continuer après l'heure.

Le président: Oh, je me suis fait prendre.

Non, nous ne ferons rien de la sorte. Je vous remercie; c'est un très bon point, et je vous en suis reconnaissant. Nous allons continuer comme nous l'avons établi.

Eric Melillo est le prochain intervenant. Vous avez cinq minutes Eric.

M. Eric Melillo: Je vous remercie monsieur le président.

J'aimerais poser la question suivante à nos trois témoins, que je remercie d'être avec nous aujourd'hui.

La sécurité alimentaire est un enjeu très complexe, comme en témoigne une bonne partie de ce que nous avons entendu aujourd'hui, et comme nous le savons bien. Elle comporte de nombreux aspects, y compris le transport et les infrastructures. Dans le Nord, il y a de nombreuses lacunes sur le plan des infrastructures, bien sûr, et aussi des difficultés de transport. Je crois vraiment que le gouvernement devrait déployer beaucoup plus d'efforts pour rectifier le tir.

Pour suivre l'exemple de mon collègue, M. Viersen, je vais commencer par le Yukon, vers l'ouest, après quoi nous pourrions nous diriger vers l'est. J'aimerais que chacun des témoins nous dise dans quelle mesure les difficultés relatives aux transports et aux infrastructures contribuent à l'omniprésence de l'insécurité alimentaire, et nous dise ce que le gouvernement fédéral peut faire pour remédier au problème.

• (1255)

L'hon. Ranj Pillai: Je vous remercie.

Dans notre situation actuelle, je pense qu'une de nos préoccupations se rapporte à l'avenir des compagnies aériennes régionales. Nous sommes au courant de la pression qui est exercée partout au pays. Nous savons que quelques grandes compagnies aériennes font des vols internationaux et intérieurs, mais je suis persuadé que la plupart d'entre nous qui sommes en ligne connaissent un transporteur régional qui joue un rôle déterminant.

Nous savons bien que les grandes compagnies aériennes, comme WestJet ou Air Canada, n'iront pas à Dawson ou à Old Crow aux deux jours pour répondre aux besoins que combent nos transporteurs régionaux. Je dirai simplement qu'il est très important pour nous de continuer à soutenir ces compagnies dans tout le pays. Je suis certain qu'il en va de même pour les Territoires du Nord-Ouest, le Québec, le Labrador, le Nunavut, et j'en passe.

En ce qui concerne notre accès routier, nous avons environ 5 000 kilomètres de routes praticables en tout temps. Bien sûr, vous pouvez imaginer que si un produit n'est pas expédié ou transporté par avion jusqu'en Alaska, il passera par Whitehorse. Pendant longtemps, la route de l'Alaska a été une artère majeure qui reliait notre continent et nos pays. Il y a donc de bonnes infrastructures en place.

L'entretien de ces routes coûte très cher. Nous avons une entente avec les États-Unis pendant plusieurs années, mais elle a pris fin. C'est pourtant ce qui permet vraiment d'assurer l'entretien de la route de l'Alaska. Les États-Unis transféraient des fonds au Canada à cette fin. Forcément, c'est désormais dans le cadre financier du gouvernement du Yukon, et nous nous en occupons. Je pense qu'il sera essentiel de récupérer ce soutien, car cette route a toujours été notre artère centrale.

Le troisième volet se rapporte à l'innovation et à l'avenir. Si nous écoutons les conversations partout au pays, nous constatons que nous devons vraiment accélérer les choses pour changer la source de carburant du camionnage à longue distance. Notre principale cause d'émissions est le chauffage, tandis que le transport arrive au deuxième rang. Pour nous, c'est vraiment le secteur idéal pour réduire les émissions. Nous venons de lancer un nouveau plan de lutte contre les changements climatiques pour les dix prochaines années, et nous allons devoir trouver une solution.

Si nous pouvons apporter notre aide d'une façon quelconque, ce sera en trouvant un moyen pour que les propriétaires d'entreprises de tous les camions qui sortent de l'Alberta — nos produits proviennent essentiellement d'Edmonton — aient le choix d'utiliser une machine novatrice pour le transport des produits sur l'autoroute. Il faut aussi trouver comment ils pourront prendre ces décisions, car il y a des frais d'immobilisation extraordinaires en amont.

C'est ce que nous devons faire si nous voulons assainir un peu notre façon de procéder. Il nous faudra inévitablement un certain temps pour atteindre la croissance que nous souhaitons. Quoi qu'il

en soit, nous allons continuer d'acheter de partout au pays et des États-Unis, comme nous le faisons actuellement.

Le président: Il vous reste environ une minute, monsieur Melillo.

M. Eric Melillo: J'aimerais donner l'occasion aux autres témoins de s'exprimer sur le sujet pour le temps qu'il me reste.

Mme Tracy St. Denis: Je veux faire écho à ce qu'a dit le ministre Pillai au sujet de l'appui à l'égard des compagnies aériennes régionales.

Nous sommes évidemment très jaloux des systèmes routiers du Yukon. La majorité de nos collectivités sont uniquement accessibles par avion; les compagnies aériennes représentent donc un soutien essentiel pour nous.

De plus, en ce qui a trait aux conséquences des changements climatiques, nous avons nous aussi une stratégie, et nous suivons la situation de près, puisqu'elle aura une incidence continue sur nos systèmes routiers limités.

Je tenais à préciser une chose: j'ai dit tout à l'heure que la coalition anti-pauvreté se réunissait le mois prochain. Pour nous, il est question de comprendre quelles sont les priorités des gouvernements autochtones en matière de sécurité alimentaire pour l'avenir. J'ai hâte de partager cette information avec nos collègues fédéraux afin que nous puissions travailler ensemble.

Merci.

Mme Lindsay Turner: Le Nunavut compte 25 collectivités accessibles par avion uniquement. Donc, la discussion porte surtout sur les infrastructures aéroportuaires — bon nombre des pistes d'atterrissage sont en gravier ou sont de courtes pistes — et sur la construction de ports pour petits bateaux ou de ports de haute mer.

• (1300)

Le président: Merci à tous.

Madame Yvonne Jones, c'est maintenant votre tour. Vous disposez de cinq minutes. Allez-y.

Mme Yvonne Jones (Labrador, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous les témoins qui sont avec nous ce matin. Madame Turner, madame St. Denis, monsieur Pillai, je suis très heureuse de vous voir tous et d'entendre vos témoignages.

Je pourrais poser tellement de questions, mais je sais que notre temps est limité. Bien sûr, nous avons vu certains changements associés à Nutrition Nord Canada et à la sécurité alimentaire au cours des dernières années, grâce à une aide financière accrue, qu'il s'agisse des investissements dans le domaine de l'agroalimentaire, des fonds alimentaires d'urgence ou du programme de subvention de Nutrition Nord. Le programme et le nombre de collectivités participantes sont également accrus.

Il y a un débat qui perdure, et j'aimerais obtenir votre avis à ce sujet. À l'heure actuelle, Nutrition Nord Canada offre des subventions aux entreprises de vente au détail. On se demande si les subventions devraient être offertes aux détaillants ou aux compagnies aériennes. J'aimerais obtenir vos commentaires à ce sujet.

J'ai aussi une question pour Mme Turner. Je vais la lancer, en espérant qu'elle ait le temps d'y répondre.

Les Nunavummiut sont touchés beaucoup plus durement par l'insécurité alimentaire que les autres Canadiens. Dans le dernier sondage, ils présentaient un taux d'insécurité alimentaire de 57 %. Y a-t-il des programmes adaptés sur le plan culturel qui pourraient être mis en œuvre au Nunavut pour aider les familles en difficultés? Quelles mesures pourrions-nous prendre?

Je vais m'arrêter là pour mes questions. Merci, monsieur le président.

Le président: Madame Turner, voulez-vous commencer? Nous passerons ensuite à la sous-question. Allez-y.

Mme Lindsay Turner: Les investissements dans les programmes d'aide aux chasseurs sont essentiels. Les programmes de mentorat pour les jeunes chasseurs et le renforcement de la capacité du secteur à but non lucratif sont aussi importants. Je pense notamment qu'on pourrait octroyer des fonds aux collectivités afin qu'elles gèrent leurs propres programmes alimentaires et qu'elles puissent embaucher le personnel nécessaire pour ce faire.

En ce qui a trait au programme Nutrition Nord, les habitants du Nunavut doutent de sa transparence. Il est difficile de savoir si un transfert des subventions vers les compagnies aériennes pourrait changer cette perception. Il y a certainement un intérêt pour... Certains changements ont été les bienvenus. Le programme de soutien des chasseurs-cueilleurs et d'autres types de subventions ont été bénéfiques, mais il reste encore des changements à apporter. Il faut notamment plus de transparence et aussi mettre l'accent sur les aliments consommés plutôt que sur les aliments expédiés. Il faut aussi revoir les objectifs du programme, qui doivent se centrer sur la sécurité alimentaire et non sur l'expédition des aliments.

Le président: Madame St. Denis, voulez-vous commenter les subventions?

Mme Tracy St. Denis: Je voulais dire qu'on avait beaucoup investi dans la culture des aliments. Nous avons réussi, même dans les communautés de l'Extrême-Arctique, à faire pousser des légumes racines. Je crois que le grand défi pour nous sera l'entreposage des aliments et les options connexes. Nous avons parlé de certaines possibilités plus tôt. Ce sera une priorité pour nous.

En ce qui a trait à Nutrition Nord, nous avons établi d'excellents partenariats avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, en vue de la culture d'aliments. Nous avons des producteurs locaux. Malheureusement, ils doivent faire concurrence aux aliments subventionnés qui arrivent par l'entremise de Nutrition Nord. Nous allons poursuivre les dialogues à ce sujet. Nous allons faire nos propres devoirs en vue d'élaborer un plan de sécurité alimentaire.

Il faut créer des possibilités, réduire l'importation d'aliments vers nos territoires et développer notre capacité en matière d'exploitation commerciale.

Le président: Monsieur Pillai, voulez-vous commenter la question des subventions?

L'hon. Ranj Pillai: Merci.

Je crois que nous sommes heureux de voir que les améliorations sont la priorité. Pour nous, il s'agit d'Old Crow, qui est la communauté à l'extrémité nord-ouest du Canada. Je crois que nous avons une marge de manœuvre.

Madame Jones, il faudrait que j'étudie la situation de plus près afin de prévoir ce qui arriverait en transférant les subventions vers le secteur privé. Je ne suis pas prêt à analyser la situation aujourd'hui. Dans l'ensemble, je crois qu'il est important de travailler avec

les collectivités et de comprendre qu'il s'agit d'un obstacle réel qui les empêche d'accéder à la nourriture, surtout dans les collectivités accessibles par avion seulement.

• (1305)

Le président: Merci beaucoup. Nous en sommes à huit secondes; je vous remercie pour vos réponses.

Nous allons maintenant entendre Mme Bérubé, qui dispose de deux minutes et demie. Allez-y.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé: Je vous remercie, monsieur le président.

Ma question s'adresse à Mme Turner.

Madame Turner, il y a eu une évaluation du programme Nutrition Nord Canada, l'an dernier, et l'insécurité alimentaire s'est aggravée dans les collectivités du Nunavut après sa mise en place. L'étude soulève aussi de sérieuses préoccupations au sujet du fait que le gouvernement fédéral persiste à employer des subventions alimentaires pour améliorer l'accès aux aliments dans le Nord.

Comment peut-on expliquer la hausse des taux d'insécurité alimentaire, au Nunavut, à la suite de la mise en place du programme Nutrition Nord Canada?

Mme Lindsay Turner: Je vous remercie de votre question.

Le problème se trouve dans l'objectif du programme, qui est de réduire le prix de la nourriture. Une fois que cela s'ajoute au niveau élevé de pauvreté, même si les prix sont réduits, ils ne sont toujours pas abordables et ne permettent pas à la majorité des familles d'acheter de la nourriture. C'est donc une combinaison de ces facteurs.

Mme Sylvie Bérubé: L'insécurité alimentaire est liée à la pauvreté, mais on est très conscient qu'elle est aussi liée à la santé mentale.

Nous sommes en temps de pandémie. Pouvez-vous me dire quelle est la situation actuelle au Nunavut?

Mme Lindsay Turner: Ce n'est que récemment que le Nunavut a eu son premier cas. Nous avons vraiment vu à quel point la sécurité alimentaire était importante. Si quelqu'un est infecté par le virus et qu'il n'a pas de nourriture, il lui est alors difficile d'aller en chercher. Ce problème est accentué par l'isolement.

Il y a eu beaucoup plus d'investissements cette année, au Nunavut, pour améliorer la sécurité alimentaire. Il y a aussi eu la possibilité d'offrir toutes sortes de programmes visant à donner des paniers de nourriture aux gens. Ce qui nous inquiète, c'est que ce financement ne sera plus là au cours des prochaines années. Ce qui est critique, c'est la capacité des communautés de mettre des programmes sur pied et de les mener à bien.

Finalement, l'isolement et l'annulation des programmes ont vraiment eu des répercussions. Les gens vont souvent chercher de la nourriture en participant à des programmes à l'école ou dans la communauté. Alors, quand ces programmes prennent fin, il y a vraiment un risque très élevé que la sécurité alimentaire en souffre.

Mme Sylvie Bérubé: Je vous remercie.

[Traduction]

Le président: Pour finir, nous allons entendre Mme Blaney, qui dispose de deux minutes et demie.

Mme Rachel Blaney: Merci, monsieur le président.

Madame Turner et madame St. Denis, vous avez toutes deux parlé des programmes de mentorat pour les chasseurs et pour les aliments traditionnels.

Pourriez-vous nous parler de ces programmes et nous dire si certains obstacles nuisent à la capacité de votre région à les offrir?

Mme Lindsay Turner: Les obstacles les plus évidents ont trait au financement continu en vue de passer de longues périodes de temps en milieu naturel, et à la capacité des collectivités — je pense notamment à la capacité du secteur à but non lucratif — d'organiser et de gérer les programmes de façon continue afin qu'ils ne soient pas offerts de façon ponctuelle, mais bien de façon permanente.

Mme Tracy St. Denis: Nous offrons quelques programmes de mentorat. Nous avons un programme pour la participation des enfants au jardinage, qui est financé par l'entremise du Partenariat canadien pour l'agriculture. Nous avons récemment annoncé un programme en milieu naturel, qui comprendra un volet de mentorat pour la chasse.

Je tiens à réitérer qu'il ne s'agit pas seulement de la capacité de financement, mais aussi de la capacité de notre propre gouvernement. Nous sommes un petit gouvernement et nous jouons dans la cour des grands. Nos équipes ont bien travaillé et ont mis sur pied ce programme. J'aimerais pouvoir vous en reparler lorsqu'il aura été lancé, mais nous cherchons toujours des ressources supplémentaires.

• (1310)

Mme Rachel Blaney: Madame Turner, ma dernière question s'adresse à vous. Elle porte sur les lignes directrices du pays en matière d'alimentation. Au cours de la dernière législature, nous avons réalisé une étude sur les établissements de soins pour les aînés dans les réserves. Nous avons constaté que l'accès aux aliments traditionnels était l'un des plus grands défis, ce que je trouve intéressant et renversant.

Pourriez-vous nous expliquer comment cela fonctionne et comment vous arrivez à obtenir ces aliments pour les établissements de soins?

Mme Lindsay Turner: Le projet est géré par le ministère de la Santé. Je n'ai donc pas tous les détails, mais les lignes directrices

présentaient des renseignements biologiques sur les diverses maladies d'origine alimentaire et sur la façon d'entreposer les aliments. Par exemple, on explique à quelle température il faut entreposer certains aliments préparés. Les lignes directrices passent en revue diverses espèces et divers animaux et expliquent comment les entreposer. On y présente aussi certaines techniques de préparation.

Les lignes directrices abordent aussi la façon de servir les aliments. Traditionnellement, les Inuits préfèrent manger les aliments les plus frais possible, dès qu'ils découpent un animal en milieu naturel, par exemple. Les lignes directrices évoquent donc la consommation des aliments crus et aussi la cuisson des aliments.

Je sais que l'hôpital d'Iqaluit a lancé un projet pilote à cette fin. Je pourrais trouver les résultats du projet et les transmettre au Comité.

Le président: Ce serait bien si vous pouviez le faire. Merci beaucoup.

Je remercie tous les témoins d'avoir abordé avec nous un sujet aussi sérieux et important. Nous sommes honorés d'avoir le mandat, en tant que comité des affaires autochtones et du Nord, de vous écouter, de réfléchir sur le sujet et d'émettre des recommandations. C'est ce que nous ferons.

Pour terminer, j'avais hâte de vous parler de quelque chose, alors que nous discutons des possibilités de cultiver les aliments dans le Nord tout à l'heure. Le vieux monsieur avec le chapeau qui plante le dernier clou sur la photo, c'est Lord Strathcona. Lorsqu'il était jeune, il gérait un poste de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Hamilton Inlet et il était fier et heureux de faire pousser un jardin. À l'aide d'un engrais de poisson, il a réussi à faire pousser presque toutes les sortes de légumes à Hamilton Inlet; il a même réussi à faire mûrir des melons et d'autres fruits sous serre. Un visiteur américain a dit que le meilleur chou-fleur qu'il avait mangé était celui du jardin de Lord Strathcona. Je ne sais pas si c'est pertinent aux fins de la discussion d'aujourd'hui, mais il fallait que j'en parle.

Merci beaucoup, tout le monde.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>